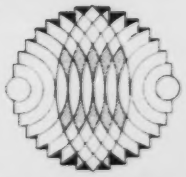
RAPPORT ANNUEL

09

1981-1982



CRSSS

CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX
DE LA COTE-NORD/région 09

CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

RAPPORT ANNUEL 1981-1982

Dépôt légal - 2e trimestre 1982
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN: 2-89003-016-4

CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX
DE LA COTE-NORD/région 09

le 23 juin 1982

Monsieur Pierre Marc Johnson
Ministre
Ministère des Affaires sociales
Gouvernement du Québec
Québec

Monsieur le Ministre,

Il m'est agréable de vous transmettre au nom du conseil d'administration le rapport annuel 1981-1982 du Conseil régional de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord et ce, conformément à l'article 41 de la loi sur les services de santé et les services sociaux.

Cette dernière année fut marquée d'événements importants pour le secteur des Affaires sociales. Que l'on pense seulement aux compressions budgétaires, aux efforts de rationalisation des services et à l'adoption de la loi 27. Ceci ne manque pas d'avoir un impact sur le réseau, et dans un contexte d'évolution, la vigilance, le dévouement et l'implication des partenaires ne doivent être que plus grands.

C'est avec plaisir que le Conseil régional a pu constater au sein du réseau régional cet esprit de créativité qui permettra à notre région d'accroître, à moyen terme, son autosuffisance en matière de services et de répondre aussi bien que les autres régions du Québec aux besoins de la population.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre considération très distinguée.

Yvan Simard
Président

996, RUE DE PUYJALON – HAUTERIVE (QUEBEC) – G5C 1N1 – TEL. (418) 589-9845

TABLE DES MATIERES

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CRSSS DE LA COTE-NORD AU 31 MARS 1982 1

ORGANIGRAMME DU CRSSS DE LA COTE-NORD 5

CHAPITRE 1: DIRECTION GENERALE

1. DIRECTION GENERALE 11

   1.1 Service de formation 13

   1.2 Service des communications 19

CHAPITRE 2: DIRECTION DE LA PROGRAMMATION

2. DIRECTION DE LA PROGRAMMATION 27

   2.1 Commission administrative des services aux personnes handicapées 27

   2.2 Commission administrative de la mésadaptation sociale 28

   2.3 Commission administrative des services aux personnes âgées et aux bénéficiaires de soins prolongés 29

   2.4 Table de concertation en alcoolisme et autres toxicomanies 30

   2.5 Garderies 31

   2.6 Commission administrative des services communautaires 32

   2.7 Transport des malades et effectifs médicaux 34

   2.8 Comité sur l'information socio-sanitaire 34

   2.9 Budgets de développement 1981-82 34

   2.10 Budget de fonctionnement des établissements de la région 09 - 1981-82 36

CHAPITRE 3: DIRECTION DES SERVICES ADMINISTRATIFS

3. DIRECTION DES SERVICES ADMINISTRATIFS 41

3.1 Locaux 41
3.2 Projets de réparation et de rénovation inférieurs à 250 000 $ 41
3.3 Immobilisations et équipement des centres hospitaliers et centres de santé 43
3.4 Renouvellement et développement de l'équipement 45
3.5 Location d'espaces 47
3.6 Subvention de l'Office de planification et de développement du Québec 48
3.7 Disposition des surplus de mobilier et d'équipement 49
3.8 Services ambulanciers 49
3.9 Corélo Inc. 51
3.10 Buanderie communautaire 53
3.11 Centre de distribution 53
3.12 Politique d'achat du Québec 53
3.13 Informatique 54
3.14 Commission régionale de la mise en commun des achats 54

LA REGION, LE RESEAU 57
LISTE DU PERSONNEL EN POSTE AU 31 MARS 1982 63

ANNEXE A: COMITE DE PROTECTION DES DROITS DES USAGERS 69
ANNEXE B: COMMISSION ADMINISTRATIVE DES SERVICES AUX PERSONNES HANDICAPEES 69
ANNEXE C: COMMISSION ADMINISTRATIVE DE LA MESADAPTATION SOCIALE 70
ANNEXE D: COMMISSION ADMINISTRATIVE DES SERVICES AUX PERSONNES AGEES ET AUX BENEFICIAIRES DE SOINS PROLONGES 71
ANNEXE E: TABLE DE CONCERTATION EN ALCOOLISME ET AUTRES TOXICOMANIES 72
ANNEXE F: COMMISSION ADMINISTRATIVE DES SERVICES COMMUNAUTAIRES 73
ANNEXE G: COMMISSION ADMINISTRATIVE DE LA SANTE MENTALE 74
ANNEXE H: COMMISSION REGIONALE DE LA MISE EN COMMUN DES ACHATS 74

ETATS FINANCIERS ANNUELS 1981-82

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CRSSS

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CRSSS DE LA COTE-NORD AU 31 MARS 1982

- Membres élus par les maires

Madame Marcella Beaudoin de Lourdes-de-Blanc-Sablon
Monsieur Jean-Guy Gougeon de Sept-Iles
Monsieur Nelson J. Michaud de Sept-Iles
Monsieur Yvan Tremblay de Pointe-Lebel

- Membres élus par les universités

Monsieur Christian Gagnon de Sept-Iles
Monsieur Jean Potvin de Hauterive

- Membre élu par les CEGEPS

Madame Huguette Plante de Sept-Iles

- Membres élus par les CLSC

Madame Rose-Armande Boudreault de Port-Cartier
Monsieur Jean-Claude Lavoie de Forestville
Monsieur Jean-Guy Trottier de Fermont

- Membres élus par les centres hospitaliers

Monsieur Jacques Archambault de Sept-Iles
Monsieur Maurice Jomphe de Havre-St-Pierre
Monsieur Yvan Simard de Sept-Iles

- Membres élus par les centres d'accueil

Monsieur Conrad H. Charbonneau de Baie-Comeau
Monsieur Yvo Di Piazza de Hauterive
Monsieur René Tanguay de Havre-St-Pierre

- Membres nommés par le Centre de services sociaux

Monsieur Marc-René Dufour de Sacré-Coeur
Monsieur Jean-Marc Roy de Hauterive
Monsieur Gaétan St-Arnaud de Sept-Iles

- Membres nommés par le Lieutenant-gouverneur en conseil

Monsieur Carol Guay de Sept-Iles
Monsieur Yvon Sirois de Baie-Comeau

- Le directeur général

Monsieur Claude Boisjoli

MEMBRES AYANT EGALEMENT SIEGE EN 1981-82

Monsieur Dominique Audit de Hauterive
Monsieur Jacques Gagnon de Grandes-Bergeronnes
Madame Marthe Thivierge Moffet de Baie-Comeau
Madame Ghislaine Nadeau Monger de Chevery

LE COMITE ADMINISTRATIF

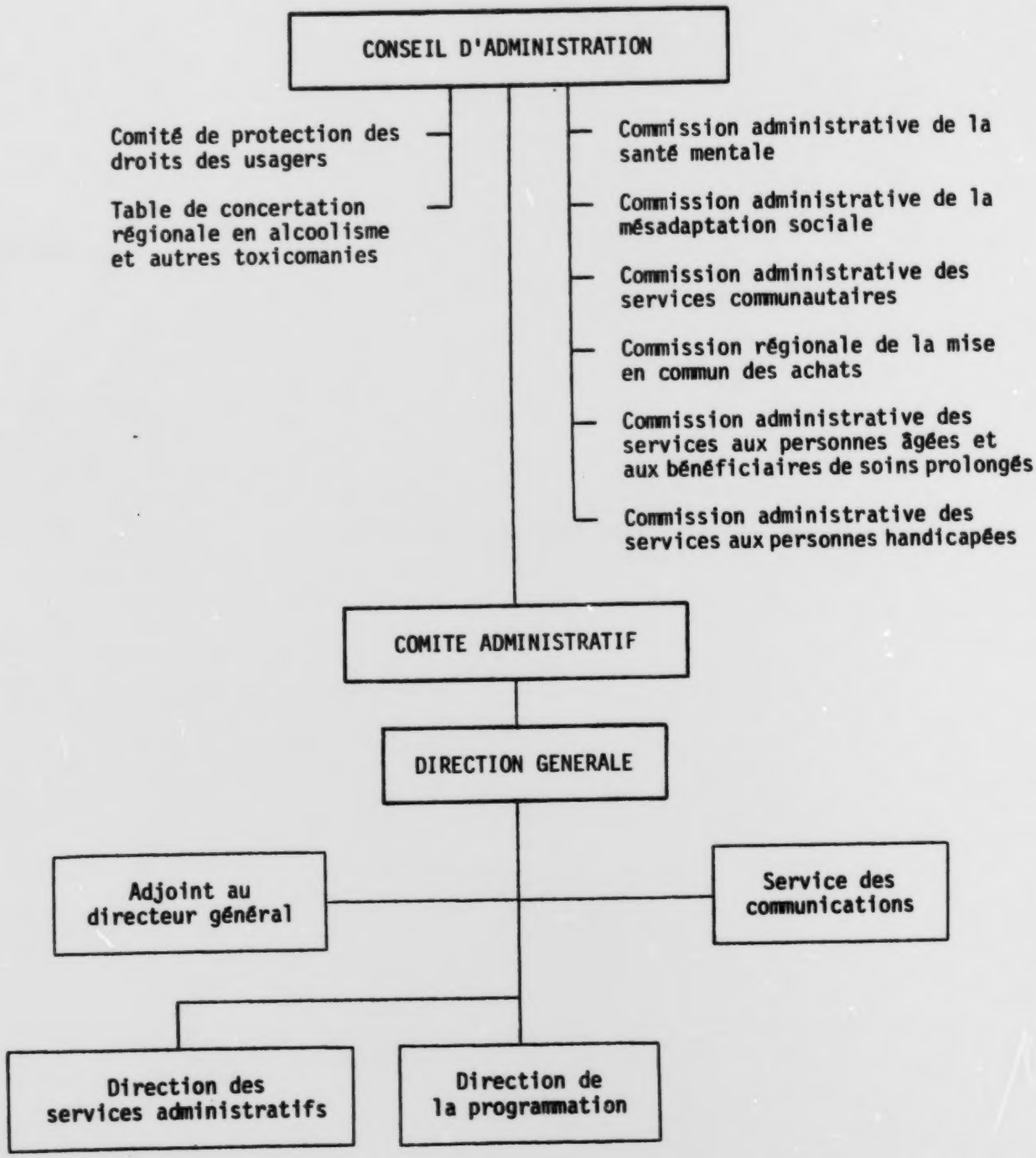
Monsieur Yvan Simard, président du conseil d'administration
Monsieur Gaétan St-Arnaud, vice-président du conseil d'administration
Monsieur Carol Guay, membre du conseil d'administration
Monsieur Jean-Guy Trottier, membre du conseil d'administration
Monsieur Claude Boisjoli, directeur général

Le conseil d'administration s'est réuni au total 6 fois. Une réunion a eu lieu à Sept-Iles, une autre à Schefferville, 3 autres à Hauterive et une dernière par conférence téléphonique.

Quant au comité administratif assurant les suivis entre les réunions du conseil d'administration, il s'est réuni 15 fois dont 10 fois à Hauterive et 5 fois à Sept-Iles.

ORGANIGRAMME DU CRSSS

ORGANIGRAMME DU CRSSS DE LA COTE-NORD



CHAPITRE 1

DIRECTION GENERALE

1. DIRECTION GENERALE

Depuis 1974, année où le Conseil adoptait la délimitation de notre région en 10 districts socio-sanitaires, des efforts considérables sont faits en vue de se doter des infrastructures locales et sous-régionales nécessaires à l'amélioration de la quantité et de la qualité des services de santé et des services sociaux accessibles en région.

Des progrès sensibles ont été réalisés. Malgré cela, notre région, dite excentrique, est encore la plus pauvre du Québec et son bilan socio-sanitaire est peu enviable. Nous assistons encore malheureusement à l'exode de notre population vers les régions plus riches pour obtenir les services dont elle a besoin. Cette obligation de se déplacer, quand on connaît la géographie et le territoire de la région 09, constitue pour le moins une contrainte majeure au droit à l'accessibilité des services.

Tous les intervenants de la région s'accordent à dire qu'il faut mettre fin à ce phénomène d'exode le plus tôt possible, car il va à l'encontre non seulement des droits, mais aussi des intérêts de notre population. Résultat de notre pauvreté en termes de services disponibles en région, il contribue à maintenir ce sous-développement en permettant aux régions riches de se développer à partir des besoins des gens de la Côte.

La volonté actuelle du Ministre des Affaires sociales et du Gouvernement du Québec d'assurer une répartition géographique plus équitable des professionnels de la santé nous remplit d'espoir. Malgré la situation économique difficile et les nombreuses restrictions budgétaires qui en découlent, nous osons espérer en une meilleure répartition entre les régions du Québec des ressources socio-sanitaires et ainsi diminuer notre niveau de dépendance.

Nous sommes conscients cependant qu'il ne faut pas seulement ajouter des ressources, mais aussi rationaliser le réseau des services existants. En ce sens, nous souhaitons fortement que les économies générées par cette action servent à développer des services de base acquis depuis longtemps dans les autres régions du Québec.

Cette volonté ferme de régionalisation anime tous les membres de l'équipe formée tant par le conseil d'administration et ses commissions que par les permanents du Conseil. Nous voulons que les particularités régionales occupent une place prépondérante dans les critères d'allocation des ressources et que notre région augmente son niveau d'auto-suffisance en matière de services de santé et de services sociaux.

C'est dans cette perspective que se sont orientées les priorités de notre Conseil pour les prochains mois et nous sommes assurés de l'entière collaboration de tous les établissements du réseau à cet effet.

Cette action future découlera cependant d'un travail imposant réalisé au cours de cette dernière année et qui nous a amené un peu plus près encore des buts que nous poursuivons. Cette fin d'année d'opération est donc un moment privilégié pour remercier les membres du conseil d'administration du CRSSS, de sa permanence de même que les partenaires du réseau, administrateurs, gestionnaires et bénévoles qui ont rendu possibles toutes les activités consignées dans les pages qui suivent, lesquelles constituent notre rapport annuel pour l'année 1981-82.

Claude Boisjoli
Directeur général

1.1 SERVICE DE FORMATION

Cette année, les activités du Service de formation ont surtout été orientées dans le sens de répondre aux demandes qui nous étaient formulées et de préciser les besoins des membres de conseils d'administration et des bénévoles à l'aide de sondages effectués au printemps 1982.

Le tableau des pages 15 à 18 présente le détail des activités de formation qui ont été réalisées durant l'année à l'intention du personnel cadre, du personnel ambulancier, des membres de conseils d'administration et des bénévoles. Mentionnons également que le CRSSS a subventionné la participation de 80 professionnels et cadres intermédiaires oeuvrant auprès des personnes handicapées à 9 activités différentes de formation.

1.1.1 PERSONNEL CADRE

Comme nous pouvons le constater au tableau de la page 15, 7 sessions ont été organisées pour le personnel cadre du réseau régional des Affaires sociales. De ces sessions qui ont regroupé 154 personnes, 4 ont été organisées sur une base régionale et 3 ont été décentralisées vers les établissements qui nous en avaient fait la demande.

1.1.2 PERSONNEL AMBULANCIER

Pour le personnel ambulancier, 4 sessions ont été organisées dans différentes localités et ces sessions ont touché 73 personnes. Les sessions sont intensives et sont maintenant d'une durée de 210 heures. Problème de taille si nous considérons le contexte géographique de la Côte-Nord et le fait que la plupart des ambulanciers sont déjà les employés d'une autre entreprise, ce qui fait que leur travail de technicien médical d'urgence s'effectue à temps partiel seulement. Dans la plupart des cas et surtout dans celui des villes minières, il est donc impossible de déplacer les participants pour assister à une session, ce qui amène une multiplication inévitable des activités de formation. Nous étudions présentement cette situation pour en arriver à rationaliser davantage la dispensation de ces activités.

1.1.3 MEMBRES DES CONSEILS D'ADMINISTRATION

Alors que jusqu'à maintenant la formation des membres de conseils d'administration avait été réalisée dans le cadre de rencontres régionales, nous avons voulu cette

année décentraliser ces activités. C'est ainsi qu'une session concernant la connaissance du réseau des Affaires sociales ainsi que les rôles, pouvoirs et fonctions des membres de conseils d'administration a été offerte aux établissements qui se sont montrés intéressés. Des sessions ont donc été réalisées dans 3 localités pour un total de 39 participants.

Un sondage a aussi été réalisé auprès des membres de conseils d'administration pour connaître leurs besoins.

1.1.4 BENEVOLES

Durant l'année, le CRSSS a favorisé la participation d'une quinzaine de bénévoles à 4 types différents d'activités de formation.

Un sondage de besoins a été effectué auprès des organismes bénévoles de maintien à domicile ainsi qu'auprès des autres organismes bénévoles oeuvrant auprès de clientèles du réseau des Affaires sociales. Les besoins identifiés ont été acheminés aux intervenants régionaux susceptibles de répondre à ces besoins. Le CRSSS précise actuellement les modalités de sa participation aux activités de formation destinées aux bénévoles.

1.1.5 FORMATION EN SANTE AU TRAVAIL

Dans le domaine de la formation en santé au travail, un suivi a été assuré au sondage concernant les besoins régionaux de formation en santé au travail. Rappelons que presque 200 personnes s'étaient montrées intéressées à une telle formation. Un certificat de 2e cycle en santé au travail dispensé par l'Université Laval et un certificat de 1er cycle en santé communautaire assumé par l'Université du Québec à Rimouski débuteront sous peu en région pour répondre aux besoins exprimés.

SUJETS / QUANTITES	TYPE D'ETABLISSEMENTS/ ORGANISMES	NOMBRE DE PARTICIPANTS
1. LES EMPLOYES CADRES		
1.1 Gestion du temps (Université du Québec à Chicoutimi), Sept-Iles 12 et 13 novembre 1981	CH CA Autres (hors réseau)	17 1 11
1.2 Evaluation du rendement (Ecole nationale d'administration publique), Hauterive, 19 et 20 novembre 1981	Centre de santé CH CSS CA CRSSS	4 13 1 2 1
1.3 PRN-80 (Université de Montréal), Sept-Iles, 10 et 11 décembre 1981	Centre de santé CH CA Autres (hors réseau)	5 24 2 2
1.4 Gestion du temps (Québec-Téléphone), Hauterive, 19 et 20 janvier 1982	CA CH CSS CRSSS Autres (hors réseau)	1 13 2 3 2
1.5 Gestion des ressources humaines (Université du Québec à Chicoutimi), Sept-Iles, 4 et 5 février 1982	CH CA CRSSS Autres (hors réseau)	18 1 2 2
1.6 Gestion du temps (Université du Québec à Chicoutimi), Lourdes-de-Blanc-Sablon, 16, 17 et 18 mars 1982	Centre de santé	13
1.7 Gestion du temps (Université du Québec à Chicoutimi), Les Escoumins, 25 et 26 mars 1982	Centre de santé CLSC CSS CA	10 1 1 2

(Les organismes dont les noms apparaissent entre parenthèses sont les dispensateurs de la session).

SUJETS / QUANTITES	TYPE D'ETABLISSEMENTS/ ORGANISMES	NOMBRE DE PARTICIPANTS
TOTAL:	CLSC Centre de santé CH CSS CA CRSSS Autres	1 32 85 4 9 6 17 154
2. LE PERSONNEL AMBULANCIER		
2.1 Préposés d'ambulance (120 heures) (Cégep de Hauterive), Lourdes-de-Blanc-Sablon, 16 janvier au 27 mars 1981		11
2.2 Préposés d'ambulance (40 heures) (Cégep de Hauterive), Lourdes-de-Blanc-Sablon, 16 janvier au 27 mars 1981		9
2.3 Préposés d'ambulance (210 heures) (Cégep de Hauterive), Hauterive, 27 mars au 16 mai 1981		18
2.4 Préposés d'ambulance (210 heures) (Cégep de Hauterive), Fermont, 2 novembre au 20 décembre 1981		19
2.5 Préposés d'ambulance (55 heures) (Cégep de Hauterive), Fermont, 2 novembre au 20 décembre 1981		10
2.6 Préposés d'ambulance (210 heures) (Cégep de Hauterive), Port-Cartier, 21 janvier au 11 avril 1982		16
TOTAL:		73

SUJETS / QUANTITES	TYPE D'ETABLISSEMENTS/ ORGANISMES	NOMBRE DE PARTICIPANTS
3. LES VOLONTAIRES 3.1 Les membres de conseils d'administration 3.1.1 Connaissance du réseau des Affaires sociales, rôles, pouvoirs et fonctions des membres de conseils d'administration (Commission scolaire régionale du Golfe), Fermont, 13, 14 et 15 novembre 1981	CLSC	4
3.1.2 Connaissance du réseau des Affaires sociales, rôles, pouvoirs et fonctions des membres de conseils d'administration (Commission scolaire régionale du Golfe), Havre-St-Pierre, 4, 5 et 6 décembre 1981	Centre de santé CH CSS CA	1 9 1 8
3.1.3 Connaissance du réseau des Affaires sociales, rôles, pouvoirs et fonctions des membres de conseils d'administration (Commission scolaire de Manicouagan), Les Escoumins, 11, 12 et 13 décembre 1981	Centre de santé CA	7 9
TOTAL:	CLSC CH Centre de santé CSS CA	4 9 8 1 17 39

SUJETS / QUANTITES	TYPE D'ETABLISSEMENTS/ ORGANISMES	NOMBRE DE PARTICIPANTS
3.2 Les bénévoles		
3.2.1 Visite d'un centre communautaire (Horizon 3e âge), Chicoutimi, 29 octobre 1981	Bénévoles du Centre de jour N.A. Labrie	5
3.2.2 Gestion du temps (Association des centres de bénévolat du Québec), St-Hyacinthe, 15, 16 et 17 mars 1982	Centre de bénévolat de Port-Cartier	1
	Centre de bénévolat de Sept-Iles	1
3.2.3 Initiation à la gestion administrative (Association des centres de bénévolat du Québec), St-Hyacinthe, 15 et 16 mars 1982	Centre de bénévolat de Port-Cartier	1
	Centre de bénévolat de Sept-Iles	1
3.2.4 Le rôle des bénévoles et les techniques de collecte de fonds (Centraide Canada), Lévis, 23, 24, 25 et 26 mars 1982	Centraide Côte-Nord	5
TOTAL:	Bénévoles du Centre de jour N.A. Labrie	5
	Centre de bénévolat de Port-Cartier	2
	Centre de bénévolat de Sept-Iles	2
	Centraide Côte-Nord	5
		14

1.2 SERVICE DES COMMUNICATIONS

C'est le Service des communications qui assume les responsabilités d'information interne et externe, la surveillance des élections dans les établissements, la tenue des élections au CRSSS même, le traitement des plaintes transmises par les bénéficiaires de même que les fonctions de documentation et de réception. Ces responsabilités ont fait s'engager le service dans maintes activités spécifiques dont voici les détails.

1.2.1 INFORMATION

La parution du bulletin d'information du CRSSS a été assurée en moyenne à tous les mois et demie. Cette parution a été entrecoupée par l'émission de 11 communiqués de presse et par la tenue de 3 conférences de presse.

De plus, le service a effectué les recherches nécessitées par les questions ad hoc qui nous ont été posées par les représentants de la presse régionale et nationale.

C'est aussi au début de 1982 qu'ont été faits des sondages sur le bulletin d'information et sur la revue de presse qui sont produits par le CRSSS. Dans les deux cas, les retours se sont majoritairement montrés favorables aux formules actuelles.

Quant aux informations générales, nous avons reçu et répondu à 155 demandes écrites pour des listes que nous tenons à jour de même que nombre d'appels sur des sujets variés.

1.2.2 COLLABORATION EXTERNE

Le Service des communications s'est retrouvé impliqué, à divers titres, dans des actions d'autres organismes. Notons, entre autres, le ministère de l'Education, l'Office de planification et de développement du Québec, le Conseil régional de développement de la Côte-Nord, l'Université du Québec, la Régie de l'assurance-automobile. Les fonctions qui lui furent confiées prenaient la forme de consultation, de participation à l'organisation d'activités, de production de documents, de délégation de personnes-ressources, etc.

De plus, c'est en 1981 que le CRSSS-09 s'est doté d'une "Politique relative aux demandes d'appui des organismes du milieu". Cette politique a permis de répondre avec

cohérence à 7 associations différentes qui nous ont adressé des demandes de subvention ou d'adhésion.

1.2.3 ELECTIONS/NOMINATIONS

En mai 1981, tel que requis par la Loi, nous avons surveillé les élections dans les établissements et ce, au titre des contrats de services professionnels, du personnel clinique, du personnel non clinique et du conseil des médecins et dentistes. Nous avons également procédé à une consultation des groupes socio-économiques en vue des nominations devant être faites par le Ministre des Affaires sociales au conseil d'administration des établissements.

En plus de l'opération d'élection de mai 1981 dans les établissements, nous avons dû procéder à la surveillance de 17 processus de remplacement de membres démissionnaires. Le nombre est anormalement élevé et n'est pas étranger à la conjoncture économique difficile et à la migration que cela entraîne.

Quant aux élections au conseil d'administration du CRSSS, elles se sont déroulées à l'automne et un total de 4 remplacements ont dû être effectués entre mars 1981 et avril 1982.

A l'été 1981, à cause de la haute fréquence des nominations que le CRSSS devait effectuer, une banque de noms a été mise sur pied. Cette banque permet maintenant au CRSSS et aux établissements voulant s'y référer, de procéder à des nominations de remplacements avec des délais beaucoup plus courts qu'auparavant.

1.2.4 CENTRE DE DOCUMENTATION

Suite à l'intégration des ressources documentaires du Département de santé communautaire du Centre hospitalier régional Baie-Comeau/Hauterive à celles du centre de documentation du CRSSS-09, la collection commune a été portée, en 1981, à 5 561 documents audio-scripto-visuels.

Cette opération de mise en commun, amorcée en février 1981, a permis d'offrir aux 2 entités, l'accès facilité à un nombre plus grand de documents tout en permettant un traitement professionnel de l'ensemble des documents disponibles.

Voici d'ailleurs un tableau illustrant les activités du centre de documentation.

STATISTIQUES 1981-82			
Catégorie de prêts	Internes	Externes	Total
Documents audio-visuels		139	139
Appareils audio-visuels	8	28	36
Volumes	358	403	761
Périodiques	14	1	15

Acquisitions: 485 (monographies, rapports, mémoires, bibliographies)

Références: 112 externes
112 internes

Total: 224

1.2.5 PROTECTION DES DROITS DES USAGERS

Le Service de protection des droits des usagers a reçu, au cours de la période s'étendant du 1er avril 1981 au 31 mars 1982, un total de 89 plaintes. Ceci représente une légère diminution comparativement aux années précédentes.

Cinquante plaintes nous sont parvenues sous forme écrite et trente-neuf nous furent soumises verbalement. Parmi ces dernières, plusieurs ont nécessité soit une information ad hoc, soit un contact avec l'établissement concerné, lequel pouvait sans délai, fournir une réponse satisfaisante.

Le Comité de protection des droits des usagers s'est réuni à 3 reprises pour étudier les dossiers exigeant une analyse plus approfondie.

Nous retrouvons dans les pages qui suivent les tableaux taxonomiques des plaintes reçues et en annexe (voir page 69) la liste des membres du Comité de protection des droits des usagers.

STATISTIQUES DES PLAINTES RECUES DU 1ER AVRIL 1981 AU 31 MARS 1982
(Plaintes verbales)

Catégorie d'établissement	Nature	Quantité	Traitement
Centres hospitaliers Centres de santé	- Soins et confort - Demande de services - Perte de vêtements - Dossier médical - Frais de séjour en soins prolongés - Fermeture de lits - Absence et coupures de services - Etablissements hors région	2 1 2 6 1 1 3 3	Les plaintes verbales sont communiquées à l'établissement dès leur réception et elles sont traitées dans quelques heures pour la plupart d'entre elles. Lorsque les cas sont plus sérieux, nous leur demandons d'écrire la plainte afin de la soumettre au comité pour étude. Les plaintes ne touchant pas les établissements du réseau des Affaires sociales sont jugées irrecevables.
Centres locaux de services communautaires	- Transport	3	
Centres d'accueil	- Réadmission	1	
Centre de services sociaux	- Familles d'accueil - Paiement	2 1	
Département de santé communautaire	- Soins à domicile	1	
Autres	- Aide sociale - Protection de l'enfant - Protection du malade mental - Pénurie de spécialistes et dentistes - Services professionnels	3 1 2 3 3	Lenteur pour obtenir un rendez-vous chez un médecin. Réclamation de frais d'appels téléphoniques par le médecin.
TOTAL:		39	

STATISTIQUES DES PLAINTES RECUES DU 1ER AVRIL 1981 AU 31 MARS 1982 (Plaintes écrites)			
Catégorie d'établissement	**Nature**	**Quantité**	**Traitement**
Centres hospitaliers Centres de santé	- Qualité des soins et dispensation des services - Pratique professionnelle - Services à l'urgence - Dossier médical - Objets perdus - Administration: soins prolongés - Absence du médecin de garde la nuit - Absence de services (phychiatrie) - Transport	7 2 5 3 2 1 1 6 3	Le traitement de ces plaintes se fait en collaboration avec le directeur général qui fait enquête au niveau de son établissement. Lorsque les cas sont sérieux, nous les soumettons au comité de protection des droits des usagers. L'interprétation sur l'article de la loi relativement à l'accès au dossier médical est complexe et son application n'est pas claire. Les patients sont insatisfaits dans la majorité des cas. Les plaintes relatives aux services psychiatriques nous sont parvenues au moment de l'interruption des visites des psychiatres dans la région.
Centres d'accueil	- Déplacement - Admission et réadmission - Relations humaines	1 2 1	
Centre de services sociaux	- Services à domicile - Familles d'accueil - Paiement	1 2 1	Après les avoir soumis à l'établissement concerné, ces cas ont eu une réponse satisfaisante dans un délai assez court.
Centres locaux de services communautaires	- Dispensation des soins - Transport - Pratique professionnelle	2 5 3	Les dossiers transport des malades sont traités en donnant les informations sur la politique du ministère des Affaires sociales et sur les critères d'admissibilité des établissements.
Département de santé communautaire	- Soins à domicile	2	
TOTAL:		50	

CHAPITRE 2

DIRECTION DE LA PROGRAMMATION

2. DIRECTION DE LA PROGRAMMATION

Dans les quelques pages qui suivent, nous avons fait ressortir les principales réalisations et également les principaux objectifs identifiés pour la prochaine année dans chacun des secteurs suivants: personnes handicapées, mésadaptation sociale, personnes âgées et bénéficiaires de soins prolongés, garderies, alcoolisme et toxicomanies, services communautaires, transport des malades et effectifs médicaux. S'ajoutera également une synthèse de l'opération des compressions budgétaires pour les établissements de notre région.

2.1 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES SERVICES AUX PERSONNES HANDICAPEES

Au cours de l'année 1981-82, le Conseil régional de la santé et des services sociaux mit sur pied la Commission administrative des services aux personnes handicapées. Cette commission est composée de représentants d'organismes bénévoles oeuvrant auprès des personnes handicapées et d'employés oeuvrant dans des établissements (voir liste page 69).

Comme la création de cette commission est toute récente, ses réalisations sont à venir. Cependant, dès sa première rencontre, elle a établi des priorités d'actions et s'est dotée d'un plan de travail pour l'année 1981-82. En voici donc les grandes lignes:

1° Services de réadaptation pour les personnes déficientes physiques et sensorielles:

- Produire et réaliser un plan d'aménagement et de développement des ressources de réadaptation pour ces types de déficiences dans la région en établissant l'adéquation "BESOINS = RESSOURCES". Le comité de travail de la commission lui a fourni son échéancier de réalisations, soit décembre 1982.

2° Services de réadaptation pour les personnes déficientes mentales:

- Le thème de cette priorité est "L'intégration et les ressources alternatives". Le Centre des ressources institutionnelles Côte-Nord a déposé à la commission un plan directeur pour les 3 prochaines années en matière d'intégration des personnes vivant avec une déficience mentale. La commission devrait en faire l'étude sous peu.

3° La prévention:

- Le programme-cadre de prévention des handicaps physiques et mentaux du Département de santé communautaire a été déposé à la commission et cette dernière a entériné le document. Dès la fin avril, c'est-à-dire après consultation des établissements, la commission entend suivre la mise en application des recommandations du programme.

2.1.1 LE COMITE MAS/MEQ

En 1981-82, une opération-relance des ententes de services entre les établissements du réseau des Affaires sociales et les commissions scolaires de la région a été entreprise. L'opération touchait les ententes suivantes:

- scolarisation des enfants des établissements du ministère des Affaires sociales
- services de santé aux élèves des commissions scolaires
- services sociaux aux élèves des commissions scolaires.

Cette opération fut entreprise simultanément avec le lancement dans la région des nouveaux guides que les ministères des Affaires sociales et de l'Education ont mis à la disposition des intervenants du milieu afin de les aider à concrétiser ces relations interétablissements.

Un colloque consacré aux professionnels du réseau des Affaires sociales oeuvrant en milieu scolaire et les professionnels non enseignants des commissions scolaires aura lieu le 11 mai 1982 à Sept-Iles.

2.2 COMMISSION ADMINISTRATIVE DE LA MESADAPTATION SOCIALE

La Commission administrative de la mésadaptation sociale regroupe 10 commissaires et 4 membres représentant les établissements et organismes du réseau des Affaires sociales (voir liste page 70).

Les principaux dossiers discutés au cours de cette période furent les suivants:

- l'auto-suffisance régionale
- la problématique de la jeunesse nord-côtière
- les maisons de jeunes
- les sentences de travaux communautaires
- le rapprochement du réseau des Affaires sociales avec les personnes désignées par le ministère de la Justice.

Au cours de l'année 1982-83, nous verrons à poursuivre les démarches entreprises au niveau des différents dossiers mentionnés antérieurement, spécialement les dossiers auto-suffisance régionale et maisons de jeunes.

2.3 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES SERVICES AUX PERSONNES AGEES ET AUX BENEFICIAIRES DE SOINS PROLONGES

La Commission administrative des services aux personnes âgées et aux bénéficiaires de soins prolongés est pour sa part composée de 12 commissaires et 3 membres représentant les divers établissements et organismes du réseau des Affaires sociales (voir liste page 71).

Deux comités furent mis sur pied lors de la formation de ladite commission:

- Comité sur les critères d'admission en centre d'accueil d'hébergement et en centre hospitalier de soins prolongés;
- Comité sur la consolidation des services actuels et sur l'identification des besoins de développement.

2.3.1 COMITE SUR LES CRITERES D'ADMISSION EN CENTRE D'ACCUEIL D'HEBERGEMENT ET EN CENTRE HOSPITALIER DE SOINS PROLONGES

- Cueillette des critères d'admission;
- élaboration d'un document représentant une synthèse régionale de ladite commission.

2.3.2 COMITE SUR LA CONSOLIDATION DES SERVICES ACTUELS ET SUR L'IDENTIFICATION DES BESOINS DE DEVELOPPEMENT

Ce comité n'a pu se réunir qu'une fois en cours d'année; tout reste donc à faire.

D'autres activités furent accomplies parallèlement:

- élaboration d'un document intitulé "Proposition d'un système d'admission pour adultes et personnes âgées aux programmes offerts par le réseau des Affaires sociales";
- implantation et suivi du Centre de jour au Pavillon des Iles de Sept-Iles;

- élaboration d'un projet d'évaluation des bénéficiaires en centre d'accueil d'hébergement et en centre hospitalier de soins prolongés;

- sensibilisation auprès des directeurs généraux des centres d'accueil d'hébergement du document intitulé "Réflexions sur la notion de services-conseils en alimentation dans les centres d'accueil d'hébergement".

Les activités prévues pour l'année financière 1982-83 pourraient se traduire ainsi:

- rendre actif le Comité sur la consolidation des services actuels et sur l'identification des besoins de développement;

- mettre en place la politique d'admission des adultes et personnes âgées aux programmes offerts par le réseau des Affaires sociales;

- concrétiser l'opération "Evaluation des bénéficiaires en centre d'accueil d'hébergement et en centre hospitalier de soins prolongés".

2.4 TABLE DE CONCERTATION EN ALCOOLISME ET AUTRES TOXICOMANIES

La Table de concertation régionale en alcoolisme et autres toxicomanies est composée de 15 membres représentant les divers établissements et organismes du réseau des Affaires sociales (voir liste page 72).

Deux principaux volets furent le point de mire de nos rencontres: la prévention et la réadaptation.

- LA PREVENTION:

  . Elaboration et application d'un programme de prévention en alcoolisme et autres toxicomanies en milieu scolaire;

  . sensibilisation dudit programme auprès des établissements du ministère de l'Education et des Affaires sociales.

- LA READAPTATION:

  . Elaboration d'un programme régional de réadaptation des toxicomanes comportant 3 subdivisions:

a) énoncés de base du programme
b) "Programme-support" distribué aux généralistes
c) "Programme spécialisé" distribué aux spécialistes;

. élaboration d'un document concernant la philosophie, les lieux d'implantation, etc. des équipes de secteur;

. implantation des équipes de secteur.

Le volet de la désintoxication, quoique très important, n'a pas été abordé cette année; ceci est dû à la difficulté de recruter des médecins afin de former un comité représentatif.

Les perspectives pour 1982-83 pourraient se résumer ainsi:

- PREVENTION:

. Régionaliser le programme de prévention en alcoolisme et autres toxicomanies;

. élaborer une grille d'évaluation pour ledit programme.

- READAPTATION:

. Sensibiliser les établissements du réseau des Affaires sociales à l'existence d'un programme régional de réadaptation des toxicomanes;

. élaborer un programme de formation pour les divers intervenants touchés par ledit programme et le mettre en application;

. implanter le programme régional de réadaptation des toxicomanes.

- DESINTOXICATION:

. Mettre en place un comité de désintoxication.

2.5 GARDERIES

Le rôle du Conseil régional de la santé et des services sociaux en ce domaine consiste à transmettre aux individus et groupes intéressés aux services de garderie les informations nécessaires ainsi que les coordonnées de l'Office des services de garde à l'enfance.

Un rôle accru fut joué par le CRSSS au cours de l'année 1981-82 auprès d'un groupe promoteur d'une garderie à Baie-Comeau. En effet, nous avons suivi de près ce dossier en rencontrant et informant les membres du groupe et en participant à la sélection du personnel de la future garderie.

Les perspectives d'avenir sont de demeurer en contact avec la représentante de l'Office des services de garde à l'enfance et de suivre tout nouveau développement au sein de notre région.

2.6 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES SERVICES COMMUNAUTAIRES

La Commission administrative des services communautaires est composée de 9 commissaires et 3 membres représentant les CLSC et les centres de santé ainsi que le Centre de services sociaux et le Département de santé communautaire (voir liste page 73).

Durant la dernière année, la commission a tenu 4 réunions régulières et une réunion spéciale dont 2 à Sept-Iles et 3 à Haute-rive.

Les principaux dossiers abordés par la commission furent les suivants:

2.6.1 IMPLANTATION DES CENTRES DE SANTE

Le CRSSS, par le biais de la Commission des services communautaires et de la Direction de la programmation, s'est assuré du suivi de l'implantation des centres de santé suivants: Haute Côte-Nord, Port-Cartier, Basse Côte-Nord, Gagnon et Schefferville. Avec l'aide de monsieur Jacques Ringuet, conseiller en gestion, des rencontres furent effectuées avec des membres des conseils d'administration ainsi qu'avec la direction de ces établissements afin de favoriser les transformations nécessaires à l'intérieur de ces centres.

Au mois de novembre dernier, messieurs Clermont Bégin et Jacques Ringuet déposaient au CRSSS un rapport-synthèse sur "L'instauration des plans d'organisation dans les centres de santé de la Côte-Nord". Ce rapport comprend une description de la démarche suivie par ces 2 consultants, l'analyse de projets de plans d'organisation présentés par 3 centres de santé ainsi que des recommandations quant à la continuité de cette opération.

Actuellement, la majorité des centres sont à finaliser leur plan d'organisation ainsi qu'à définir leurs priorités pour l'année 1982-83. Dans cette démarche, le

CRSSS continue à apporter une aide-conseil à ces établissements en plus de prévoir certaines activités de formation pour les conseils d'administration et le personnel-cadre.

Concernant la vocation de l'Hôpital St-Jean-Eudes de Havre-St-Pierre, le CRSSS procédait à la mise sur pied d'un comité qui avait pour mandat d'élaborer des recommandations concernant les possibilités de rationalisation des services socio-sanitaires en Moyenne Côte-Nord. Dernièrement, le comité déposait son rapport au conseil d'administration du CRSSS. Dans les mois à venir et suite aux recommandations fournies par le CRSSS, le ministère des Affaires sociales devrait prendre une décision concernant la vocation future du centre hospitalier.

2.6.2 TRANSFERT DES POSTES DE SERVICES A DOMICILE ET DES POSTES D'EXECUTION DU DEPARTEMENT DE SANTE COMMUNAUTAIRE

Durant l'année, le Centre de services sociaux et le Département de santé communautaire ont procédé à l'intégration complète du personnel rattaché à la dispensation des services à domicile (aide et soins) ainsi que du personnel d'exécution du DSC.

Cette intégration s'est réalisée à l'intérieur des nouveaux centres de santé qui, dès le 1er avril 1982, recevront directement du ministère des budgets alloués pour ces services.

2.6.3 IMPLANTATION DE CLSC POUR LES DISTRICTS DE BAIE-COMEAU ET DE SEPT-ILES

Suite aux travaux d'un de ses comités ainsi qu'à une volonté de parachever le réseau des CLSC sur la Côte-Nord, la commission recommandait au CRSSS l'implantation de CLSC pour les districts socio-sanitaires de Baie-Comeau et de Sept-Iles.

Pour sa part, le CRSSS privilégiait, dans un premier temps, la mise sur pied de modules de services communautaires (intégration des ressources existantes) afin de constituer des embryons de CLSC. Néanmoins, ces dossiers ne connurent pas de développement concret durant cette année, compte tenu de la conjoncture actuelle qui semble peu favorable à l'implantation de nouveaux établissements.

2.7 TRANSPORT DES MALADES ET EFFECTIFS MEDICAUX

Au cours de cette dernière année, les démarches en vue d'obtenir un budget régional en matière de transport des malades se sont poursuivies et ont finalement été couronnées de succès. En effet, le ministère a accordé à notre région un budget de 2,5 millions qui servira à favoriser l'accès aux services spécialisés, que ce soit en région ou hors région. Il va sans dire que les efforts de recrutement d'effectifs médicaux seront accentués en vue de favoriser la dispensation sur place des services spécialisés les plus souvent requis.

Un projet de politique en ce sens est en voie de préparation en consultation avec les établissements et devrait pouvoir être finalisé et adopté par le conseil d'administration du CRSSS au début de l'année d'opération 1982-83.

2.8 COMITE SUR L'INFORMATION SOCIO-SANITAIRE

Afin d'assurer la coordination nécessaire en matière de gestion de l'information socio-sanitaire pour la région, le CRSSS mettait sur pied un comité avec le mandat suivant:

- effectuer une nomenclature des données socio-sanitaires présentement disponibles et identifier celles qui seraient nécessaires pour élaborer un portrait socio-sanitaire par district;
- formuler des recommandations quant à l'utilisation de données actuelles et déterminer les besoins de données permettant de dresser le portrait socio-sanitaire;
- proposer des modalités d'entente entre le CRSSS et les établissements pour la mise en commun et l'utilisation de certaines données socio-sanitaires.

Les travaux de ce comité doivent se poursuivre au cours de l'année 1982-83.

2.9 BUDGETS DE DEVELOPPEMENT 1981-82

Au cours de l'année 1981-82, le CRSSS a procédé à la répartition des budgets suivants:

- budget pour le programme de services dentaires préventifs (1 900 000 $);
- budget pour le programme de promotion du bénévolat (67 075 $) - voir tableau de la page suivante.

BUDGET POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DU BENEVOLAT

SECTEUR	ORGANISME-PARAPLUIE	SUBVENTION
Sacré-Coeur/Les Escoumins	Association des bénévoles du Centre de santé de la Haute Côte-Nord	9 549 $
Sault-au-Mouton/ Ste-Thérèse	Chevaliers de Colomb de Forestville	6 634 $
Bersimis/Franquelin	Club Rotary de Hauterive Inc.	14 574 $
Godbout/Gallix	Club de l'Age d'Or de Baie-Trinité	6 540 $
	Centre de bénévolat de Port-Cartier	4 901 $
Clarke-City/Moisie	Centre d'action bénévole de Sept-Iles Inc.	12 504 $
Moyenne Côte-Nord	Centre de bénévolat de la Minganie	2 778 $
Basse Côte-Nord	Fondation Dr Camille Marcoux	3 915 $
Gagnon	Chevaliers de Colomb	2 348 $
Fermont	Chevaliers de Colomb	1 666 $
Schefferville	Club des Lions	1 666 $
	TOTAL	67 075 $

2.10 BUDGET DE FONCTIONNEMENT DES ETABLISSEMENTS DE LA REGION 09 - 1981-82

2.10.1 COMPRESSIONS BUDGETAIRES

Au printemps 1981, le conseil d'administration du CRSSS adoptait une résolution demandant au Ministre des Affaires sociales d'exclure la Côte-Nord des restrictions budgétaires imminentes pour l'année 1981-82, ceci afin d'éviter l'anéantissement des quelques progrès réalisés au cours des dernières années dans une région où les ressources disponibles au niveau des services de santé et services sociaux sont de toute évidence insuffisantes pour répondre à la demande.

En juillet dernier, comme prévu, le ministère des Affaires sociales lançait son opération "compressions budgétaires" visant à diminuer l'ensemble des dépenses en matière de santé et de services sociaux et malgré les pressions effectuées antérieurement, notre région n'en fut malheureusement pas exemptée.

Pour l'année 1981-82, l'ensemble des établissements de la Côte-Nord, dont les budgets totalisaient environ 65 millions, a donc eu à supporter l'impact de la non-indexation des dépenses autres que salariales, en plus de se voir appliquer une compression dite générale de 1 948 333 $ (voir tableau page 38).

Les principales implications du CRSSS dans ce dossier furent de fournir l'assistance aux établissements dans l'élaboration de leur plan de redressement de même que d'analyser et transmettre au ministère des Affaires sociales son avis sur les propositions de redressement budgétaire des établissements qui allaient affecter le niveau de services à la population.

2.10.2 PLANS DE REDRESSEMENT

Suite aux différentes recommandations du CRSSS et tenant compte de plusieurs facteurs tels la catégorie de l'établissement, sa situation financière, ses prévisions budgétaires pour l'année en cours, le ministère identifia les établissements qui devaient produire un plan de redressement et fixa pour chacun d'entre eux le montant des ressources à résorber en 1981-82 (voir tableau page 38).

Les plus récents résultats financiers permettent de constater que les économies réalisées par les établissements

de la région sont, dans la majorité des cas, suffisantes à la réalisation des objectifs de redressement fixés par le ministère des Affaires sociales.

Pour effectuer ces redressements, les établissements ont eu recours à différentes mesures telles le réaménagement ou la fusion de services, la reclassification ou la fermeture de certains postes, le non-remplacement des absences, la diminution du taux d'encadrement, le contrôle plus strict des dépenses autres que salariales, etc.

DONNEES FINANCIERES

ETABLISSEMENTS DE LA COTE-NORD

	COMPRESSION GENERALE	REDRESSEMENT EXIGE PAR LE MAS (1981-82)
A) Centres hospitaliers:		
Baie-Comeau/Hauterive	501 270 $	200 000 $
Sept-Iles	552 364 $	343 162 $
Havre-St-Pierre	83 033 $	96 230 $
	1 136 667 $	639 392 $
B) Centres de santé et CLSC:		
CS de la Haute Côte-Nord	38 600 $	52 316 $
CLSC de Forestville	59 009 $	33 491 $
CS de Port-Cartier	51 305 $	57 810 $
CS de la Basse Côte-Nord	88 751 $	132 214 $
CS de Gagnon	24 500 $	---
CLSC de Fermont	47 075 $	13 520 $
CS de Schefferville	50 800 $	---
	360 040 $	289 351 $
C) Centres d'accueil:		
Foyer Monseigneur Gendron	2 901 $	46 280 $
CRICN	53 982 $	109 500 $
Centre d'accueil N.A. Labrie	4 539 $	---
Pavillon des Iles	4 312 $	---
Ateliers populaires	1 709 $	---
Foyer de Havre-St-Pierre	4 783 $	---
	72 226 $	155 780 $
D) Centre de services sociaux de la Côte-Nord	379 400 $	189 700 $
TOTAL REGIONAL:	1 948 333 $	1 274 223 $

CHAPITRE 3

DIRECTION DES SERVICES ADMINISTRATIFS

3. DIRECTION DES SERVICES ADMINISTRATIFS

Au cours de la dernière année, il n'y a eu aucun changement significatif à la Direction des services administratifs.

Comme les années passées, l'on retrouve dans cette direction 2 principaux centres d'activités, soit la gestion des fonds et les services aux établissements. Concernant la gestion des fonds, l'on retrouve en dernière partie les états financiers annuels. Ceux-ci reflètent l'administration des différents fonds ainsi que l'état du fonds d'exploitation du Conseil régional pour l'année 1981-82.

On trouvera ci-après les différentes informations en regard des programmes administrés par la Direction des services administratifs.

3.1 LOCAUX

Puisque les locaux du CRSSS ne répondent plus depuis quelque temps déjà aux besoins, des démarches furent entreprises afin de bénéficier des espaces rendus disponibles par la fermeture de l'Ecole St-Eugène à Hauterive. De concert avec la Corporation d'hébergement du Québec, le CRSSS a retenu les services de professionnels afin de préparer une proposition de réaménagement qui regrouperait le Centre de services sociaux, le Département de santé communautaire et le CRSSS.

Ce projet devrait voir le jour au cours de l'année financière 1982-83.

3.2 PROJETS DE REPARATION ET DE RENOVATION INFERIEURS A 250 000 $

Le comité administratif a poursuivi, au cours de la dernière année, l'administration du programme de réparation et de rénovation de moins de 250 000 $ dans les centres d'accueil publics, les centres locaux de services communautaires et dans les centres de santé.

Dans le but d'actualiser ce programme, une subvention du ministère des Affaires sociales de l'ordre de 86 400 $ fut accordée au Conseil régional, laquelle s'ajouta au solde de l'an dernier ainsi qu'aux intérêts accumulés.

Le tableau de la page suivante précise la répartition des montants autorisés parmi les établissements admissibles à ce programme.

PROJETS AUTORISES 1981-82 250 000 $ ET MOINS	
ETABLISSEMENTS	MONTANTS AUTORISES
Foyer Mgr Gendron (Grandes-Bergeronnes)	4 080 $
Centre de santé de la Haute Côte-Nord (Les Escoumins)	3 200 $
Centre des ressources institutionnelles Côte-Nord (Hauterive)	31 910 $
CLSC de Forestville	1 950 $
Centre de santé de Port-Cartier	21 000 $
Centre de santé de la Basse Côte-Nord (Lourdes-de-Blanc-Sablon)	32 000 $
Département de santé communautaire (CH régional Baie-Comeau/Hauterive)	65 000 $
TOTAL:	159 140 $

Parmi les subventions accordées aux établissements de notre région, il est intéressant de noter que plusieurs ont dû être autorisées pour se conformer aux exigences de certaines normes (ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre, Agrément, Commission de la santé et de la sécurité du Travail, etc.).

- Foyer Mgr Gendron

  . chauffe-eau pour élever la température de rinçage du lave-vaisselle à un minimum de 180°F — 2 300 $

  . réparation du trottoir avant pour la sécurité des bénéficiaires — 720 $

  . réparation du plancher de la cuisine pour se conformer aux normes de l'Agrément — 1 060 $

- CLSC de Forestville

  . blindage d'une salle de radiologie 1 950 $

- CRICN

  . système de dépoussiérage à l'atelier de menuiserie du Centre de réadaptation pour adultes 13 778 $

  . aménagement extérieur - Foyer Régneault (trottoir pour handicapés, clôture sécuritaire) 6 382 $

  . alarme-incendie 11 750 $

Les autres engagements furent pris pour les fins suivantes:

- Un montant de 21 000 $ fut accordé au Centre de santé de Port-Cartier pour financer les aménagements requis pour mettre sur pied un service de physiothérapie dans cet établissement. Le mobilier et l'équipement requis dans ces locaux furent financés par le budget de renouvellement et de développement de l'équipement (29 000 $).

- Un engagement de 32 000 $ a été pris par le Conseil régional pour permettre l'implantation d'une clinique médicale à Middle Bay relevant du Centre de santé de la Basse Côte-Nord. Ce projet en voie de réalisation sera complété au printemps 1982.

- Un engagement de 65 000 $ a été pris par le Conseil régional pour permettre la réparation et le réaménagement du dispensaire de Baie-Johan-Beetz (Moyenne Côte-Nord) relevant du Département de santé communautaire. Ce projet est prévu être réalisé au cours de l'été 1982.

3.3 IMMOBILISATIONS ET EQUIPEMENT DES CENTRES HOSPITALIERS ET CENTRES DE SANTE

Après consultation auprès des établissements concernés, la Commission administrative des centres hospitaliers de la Côte-Nord (CACH-09) a été dissoute et son mandat a été confié au comité administratif du CRSSS-09.

Ce comité a analysé 8 projets d'immobilisations et d'achat d'équipement et en a autorisé 4 au cours de la présente année financière.

Le tableau suivant indique la répartition des montants autorisés entre les établissements concernés.

PROJETS AUTORISES 1981-82
1 000 000 $ ET MOINS

ETABLISSEMENTS	COUT DES PROJETS	FINANCEMENT
Centre de santé de la Haute Côte-Nord (Les Escoumins)	3 200 $	2 560 $
Hôpital des Sept-Iles	25 350 $	20 280 $
Hôpital St-Jean-Eudes (Havre-St-Pierre)	32 550 $	29 295 $
TOTAL	61 100 $	52 135 $

Le Conseil régional a également émis des autorisations ou pris des engagements pour l'achat de l'équipement mobile relié à l'agrandissement et au réaménagement du Pavillon Boisvert à Baie-Comeau et de l'Hôpital des Sept-Iles.

Un projet de modification des ascenseurs du Pavillon Le Royer à Hauterive, lequel n'a pu être réalisé à même les contingences du projet d'agrandissement et de réaménagement de cet établissement, a également été autorisé par le Conseil régional.

Le financement temporaire de ces projets se fait via une marge de crédit autorisée au CRSSS-09 par le ministère des Affaires sociales. Le remboursement de cette marge de crédit ou engagements sera fait en partie par le versement d'une subvention de 1 200 000 $ par le biais de la péréquation interrégionale 1981-82. Le solde sera remboursé éventuellement par la péréquation de l'an prochain (1982-83).

En sus du montant précité, la péréquation interrégionale 1981-82 comprend une subvention de 275 000 $ versée au CRSSS-09 pour le financement d'un projet de réaménagement d'une ancienne école où le CRSSS-09 sera relocalisé l'an prochain.

PROJETS AUTORISES 1981-82 PEREQUATION INTERREGIONALE	
ETABLISSEMENTS	ENGAGEMENTS AUTORISATIONS
Centre hospitalier régional Baie-Comeau/ Hauterive	716 700 $
Hôpital des Sept-Iles	728 952 $
CRSSS-09	275 000 $
TOTAL	1 720 652 $

3.4 RENOUVELLEMENT ET DEVELOPPEMENT DE L'EQUIPEMENT

Le ministère des Affaires sociales a versé au Conseil régional une subvention totalisant 60 409 $ dans le cadre de ce programme pour l'année financière 1981-82, laquelle s'ajoute au solde de l'an dernier.

Cette subvention se subdivisait ainsi:

- 19 000 $ pour le renouvellement de l'équipement;
- 40 000 $ pour le mobilier et l'équipement reliés à l'agrandissement du CLSC de Fermont;
- 1 409 $ pour le développement de l'équipement du centre de réadaptation pour adultes.

Le tableau de la page suivante indique la répartition des montants autorisés entre les établissements concernés.

BUDGET DE RENOUVELLEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE L'EQUIPEMENT 1981-82		
ETABLISSEMENTS	MONTANTS AUTORISES	
	Développement	Renouvellement
CLSC de Fermont	40 000,00 $	---
Foyer Monseigneur Gendron	---	1 509,45 $
Centre d'accueil N.A. Labrie	---	585,00 $
Pavillon des Iles	20 000,00 $	---
Centre de santé de Port-Cartier	---	32 000,00 $
Centre de santé de la Basse Côte-Nord	---	550,48 $
Centre des ressources institutionnelles Côte-Nord	13 409,00 $	---
TOTAL	73 409,00 $	34 644,93 $

Parmi les subventions accordées aux établissements de notre région, rappelons les suivantes:

- Une subvention de 20 000 $ fut accordée au Pavillon des Iles (Sept-Iles) dans le but de mettre sur pied un centre de jour et d'acheter un minibus pour le transport des personnes âgées.

- Une subvention de 32 000 $ fut accordée au Centre de santé de Port-Cartier dans le but de mettre sur pied un service de physiothérapie à Port-Cartier (29 000 $) et d'ouvrir 2 points de chute à Gallix et Pentecôte (3 000 $).

- Une subvention de 40 000 $ fut accordée au CLSC de Fermont dans le but de meubler un espace additionnel en location de 446 mètres carrés.

- Une subvention de 13 409 $ fut accordée au Centre des ressources institutionnelles Côte-Nord pour l'achat de l'équipement requis pour son centre de réadaptation pour adultes.

3.5 LOCATION D'ESPACES

Dans le but d'actualiser ce programme, une subvention du ministère des Affaires sociales de 570 700 $ fut accordée au Conseil régional, laquelle s'ajouta au solde de l'an dernier ainsi qu'aux intérêts accumulés.

Le tableau suivant indique la répartition des montants autorisés par le Conseil régional entre les établissements concernés. Le solde de cette subvention constitue une réserve pour rencontrer les dépenses dues aux clauses d'échelles mobiles, aux renouvellements et aux relocalisations n'impliquant pas d'augmentation de superficie.

BUDGET DE LOCATION D'ESPACES
1981-82

ETABLISSEMENTS	MONTANTS AUTORISES	
	Renouvellement	Développement
Centre hospitalier régional Baie-Comeau/Hauterive	70 026,07 $	---
Les Atelier Populaires de Sept-Iles	28 848,00 $	---
CLSC de Fermont	175 000,38 $	---
Centre des ressources institutionnelles Côte-Nord	50 511,00 $	---
Centre de services sociaux de la Côte-Nord	198 607,00 $	---
Centre de santé de Port-Cartier	3 900,00 $	---
Centre de santé de la Haute Côte-Nord	10 257,92 $	---
TOTAL	537 150,37 $	---

Les budgets de location d'espaces accordés aux centres de santé de Port-Cartier et de la Haute Côte-Nord sont considérés comme budget de développement selon le sens strict de la circulaire nº 01-00-22, émise le 20 juin 1980 par le ministère des Affaires sociales. En réalité, il s'agit de transferts de budget d'un établissement à l'autre suite au transfert de responsabilités et de ressources, qui relevaient du Département de santé communautaire et du Centre de services sociaux, à ces centres de santé.

Nous espérons pouvoir régulariser cette situation à même les budgets de développement qui seront éventuellement accordés pour l'année 1982-83.

3.6 SUBVENTION DE L'OFFICE DE PLANIFICATION ET DE DEVELOPPEMENT DU QUEBEC

Au mois de mars 1979, le Conseil régional recevait une subvention de 441 400 $ de l'Office de planification et de développement du Québec pour financer 4 projets, dont 2 à caractère régional.

Au cours de l'année 1981-82, le CRSSS-09 émettait, dans le cadre d'une troisième phase d'un projet d'équipement de biologie médicale et de laboratoire, des autorisations totalisant 70 487,39 $.

Le tableau suivant indique la répartition des montants parmi les établissements concernés.

SUBVENTION DE L'OPDQ 1981-82
BIOLOGIE MEDICALE - PHASE III

EQUIPEMENT	AUTORISATIONS
Centre de santé de la Haute Côte-Nord	14 925,00 $
Centre de santé de Port-Cartier	2 000,00 $
Centre de santé de la Basse Côte-Nord	17 000,00 $
CLSC de Fermont	3 862,39 $
Hôpital St-Jean-Eudes	32 700,00 $
TOTAL	70 487,39 $

En sus des montants précités, le CRSSS-09 autorisait une somme de 5 219,17 $ au Centre de santé de la Basse Côte-Nord pour le laboratoire de celui-ci, afin d'acheter l'équipement requis pour y effectuer les analyses de l'eau, autrefois effectuées hors région par le ministère de l'Environnement.

De même, dans le cadre du projet régional de rénovation des locaux de laboratoire, le Conseil régional autorisait une subvention additionnelle au Centre de santé de la Basse Côte-Nord portant celle-ci à 14 000 $. Cette subvention était requise pour réaménager une partie de ce laboratoire pour y effectuer les analyses de l'eau. Toujours dans le cadre de ce projet, le Conseil régional autorisait une somme de 9 480 $ au CLSC de Fermont pour l'aménagement d'un laboratoire de biologie médicale conjointement avec son projet d'agrandissement.

3.7 DISPOSITION DES SURPLUS DE MOBILIER ET D'EQUIPEMENT

Le Conseil régional travaille actuellement dans le but de revitaliser ce système de disposition des surplus de mobilier et d'équipement.

Une nouvelle procédure à cet effet sera soumise incessamment au conseil d'administration du CRSSS-09 pour approbation.

Ce système, au cours de l'année 1981-82, a permis de mettre en disponibilité 44 articles à l'intérieur de la région 09.

Parmi ces articles mis en disponibilité, 2 articles seulement ont trouvé preneur à l'intérieur de notre région.

3.8 SERVICES AMBULANCIERS

3.8.1 SUBVENTION

Cette année, tous les contrats en vigueur au 31 mars 1981 ont été renouvelés, sauf pour le contrat de service ambulancier de fin de semaine à Forestville compte tenu que 2 véhicules comblent amplement les besoins de la population.

Il y a donc, cette année encore, 11 zones subventionnées représentant un budget d'environ 230 000 $.

Le tableau de la page suivante présente la liste des 11 ententes en vigueur au 31 mars 1982 pour les différentes zones de la Côte-Nord.

SERVICES AMBULANCIERS
LISTE DES ZONES SUBVENTIONNEES

Nº de zone	Nom	Nombre de véhicules	Entreprises subventionnées
900	Sacré-Coeur	1	Société des frais funéraires
901	Les Escoumins	1	La Maison Lauréat Gagné
902	Forestville	2	La Maison Rolland Banville
903	Hauterive	2	La Maison Rolland Banville
905	Baie-Trinité	1	Ambulance Louis Richer
906	Port-Cartier	1	Ambulance Sept-Iles Enr.
909	Havre-St-Pierre	1	Ambulance Boudreau
912-A	Lourdes-de-Blanc-Sablon	1	Municipalité de la Côte-Nord-du-Golfe-St-Laurent
913	Gagnon	1	Ambulance St-Jean
914	Fermont	1	Ville de Fermont
915	Schefferville	1	Ambulance Porlier

3.8.2 ROUTE 389

Au cours de l'année, la Direction des services administratifs a complété une étude sur la possibilité d'organiser un service de transport par ambulance sur la Route 389 (Manic 5). Le document dresse une problématique du transport ambulancier dans cette zone éloignée et presque inhabitée et suggère également des modèles d'organisation de point de services pouvant être mis en place lors de l'ouverture de la route Manic-Gagnon, prévue pour 1984. Ce rapport sera éventuellement soumis au conseil d'administration du CRSSS-09.

3.8.3 TRANSPORT AERIEN DES MALADES

De concert avec d'autres représentants des CRSSS et du ministère des Affaires sociales, le représentant du CRSSS-09 participait à l'élaboration de l'analyse de

la problématique du transport aérien des malades qui amena le comité à mettre en service l'avion "Valentine Lupien" dont la mission est de fournir à toute personne malade l'accès aux soins d'urgence ou aux soins spécialisés nécessaires à son état et lui assurer la continuité de soins au cours de son transport entre 2 établissements du réseau afin de maintenir son état ou d'en prévenir la détérioration.

3.8.4 TRANSPORT AERIEN DES MALADES DE LA MOYENNE COTE-NORD

La rencontre du comité sur le transport aérien des malades de la Moyenne Côte-Nord, tenue à Sept-Iles le 26 mars 1981, à laquelle le CRSSS-09 participait, donna lieu à l'élaboration d'un rapport faisant état de 6 hypothèses de solution. Le rapport fut adopté par le conseil d'administration du CRSSS-09 et acheminé au ministère des Affaires sociales. Celui-ci retenait la solution qu'il jugea la plus réaliste et la plus fonctionnelle compte tenu de la problématique, soit de favoriser l'utilisation des ressources de transport locales.

3.9 CORELO INC.

L'année 1981, pour la Corporation régionale de logements, en fut une de succès tant au plan des réalisations qu'au plan administratif et ceci en dépit du contexte difficile imputable au taux élevé des intérêts ainsi qu'aux budgets de développement restreints.

La corporation a su relever le défi que lui imposaient les conditions difficiles de la construction en milieu isolé. La jeune corporation a réussi un tour de force en réalisant son plan d'immobilisations à Gagnon, soit la construction de 9 unités de logement en respectant les budgets prévus. Ceci, grâce à la collaboration du contracteur "Les Habitations Pré-Nord de Sacré-Coeur", des compagnies minières Québec-Cartier et Sidbec Normines, de la Ville de Gagnon et du Centre de santé de Gagnon.

Parmi les autres réalisations de la corporation, nous pouvons énumérer:

- l'obtention de 2 subventions du Gouvernement du Québec dans le cadre du programme d'aide au travail;
- la construction d'une clinique médicale à Middle Bay;
- l'achat d'une maison à Sept-Iles pour la convertir en foyer de groupe pour mésadaptés socio-affectifs.

Bref, Corélo Inc. compte à son actif 20 unités de logement totalisant des immobilisations évaluées à près de 1 000 000 $, dont voici le relevé par établissement:

Etablissements	Type de logement	Nombre
- Centre des ressources institutionnelles Côte-Nord	Foyer de groupe	1
- CLSC de Fermont	Maisons unifamiliales	7
- CLSC de Fermont	Maisons mobiles	3
- Centre de santé de Gagnon	Maisons unifamiliales	9
		20

Cette année, la corporation projette de réaliser:

- la construction de 4 nouveaux logements à Gagnon pour le personnel du réseau des Affaires sociales;
- la réfection du dispensaire de Baie-Johan-Beetz, dont le coût est évalué à 65 000 $;
- le plan d'intervention visant l'amélioration des immobilisations de la Basse Côte-Nord qui est estimé à près de 500 000 $.

En termes de fonctionnement, le conseil d'administration a tenu 9 réunions pendant l'année 1981-82 et au cours de laquelle des modifications ont été apportées afin de préciser les secteurs d'intervention de la corporation. Cette année, la corporation révisera ses règlements généraux et précisera certaines politiques de la corporation.

Pour tous, Corélo Inc. est un témoignage de la prise en main de gens de la région et un gage de compétence régionale pouvant laisser encourager d'autres initiatives de ce genre.

3.10 BUANDERIE COMMUNAUTAIRE

Le Conseil régional de la santé et des services sociaux confiait, le 29 janvier dernier, à un comité le mandat de réaliser une étude sur la pertinence d'implanter une buanderie communautaire dans le secteur Baie-Comeau/Hauterive.

Le rapport fut transmis au conseil d'administration du CRSSS-09 à sa réunion du 11 février 1982 qui référa le dossier aux conseils d'administration des 3 établissements concernés. Le document est présentement à l'étude et un avis des établissements sera transmis au CRSSS-09 relativement à la formation d'un comité pour faciliter l'actualisation du projet de regroupement.

3.11 CENTRE DE DISTRIBUTION

Sur ce point, le CRSSS-09 a obtenu, par le biais de la corporation régionale de logements, une personne-ressource afin de réaliser une étude de faisabilité relativement à l'implantation d'un ou plusieurs centres de distribution pouvant desservir les établissements du réseau des Affaires sociales de la Côte-Nord.

A cet égard, notre perspective d'avenir dans ce dossier est de créer un comité pour faciliter la conception de l'étude en cours.

3.12 POLITIQUE D'ACHAT DU QUEBEC

Dans le cadre de la politique d'achat du Québec, le ministère de l'Industrie et du Commerce, en collaboration avec les autres ministères du Gouvernement du Québec, a mis sur pied le "Super Marché Public '81".

Le CRSSS a participé activement à ce Super Marché qui avait pour but de faire connaître les fournisseurs et manufacturiers québécois aux différents ministères et organismes publics et parapublics.

Le Super Marché comprenait également des ateliers de travail qui avaient comme tâches de proposer des modifications à la politique actuelle afin de faciliter l'accès des entreprises québécoises aux volumes d'achats des différents ministères et organismes publics et parapublics du Gouvernement du Québec.

Le comité de politique d'achat du ministère des Affaires sociales, auquel le CRSSS-09 participe, a également formulé des recommandations lors de ce "Super Marché Public".

Les recommandations des différents comités et ateliers ont été transmises au secrétariat de la Commission permanente et interministérielle des achats, dont l'une des principales fonctions est de rendre la politique d'achat du Québec plus accessible aux entreprises québécoises.

Sur le plan régional, le CRSSS continue son mandat de coordonner l'application de la politique d'achat du Québec. Ainsi, une séance d'information fut organisée pour tous les établissements de la région portant sur la politique d'achat ainsi que des informations sur la standardisation des coupes de viande pour les institutions du réseau des Affaires sociales.

Le principal objectif pour la prochaine année sera de mettre en application les recommandations qui émaneront du secrétariat de la Commission permanente et interministérielle des achats.

3.13 INFORMATIQUE

A la suite de demandes croissantes des établissements de la région pour "s'informatiser", le Conseil régional a décidé de mettre sur pied un comité de travail dont le mandat porte principalement sur l'analyse des besoins des établissements.

De plus, les différents équipements disponibles sur le marché qui répondraient le mieux à leurs besoins seront analysés.

3.14 COMMISSION REGIONALE DE LA MISE EN COMMUN DES ACHATS

La Commission régionale de la mise en commun des achats a tenu 4 réunions au cours de la dernière année, dont 2 par conférence téléphonique.

Le travail de sensibilisation des établissements à la politique d'achat du Québec, en collaboration avec le ministère des Affaires sociales, s'est poursuivi au cours de la dernière année.

La commission du CRSSS-09 a fait un pas inédit dans la négociation du dossier des solutés et appareils en 1981. En effet, ce dossier, qui jusqu'à maintenant était négocié globalement, a été sectionné, c'est-à-dire que pour la première fois au Québec, les appels d'offres ont été faits par groupe de produits. Cette façon de négocier a apporté des baisses de coûts pour les appareils et a maintenu les coûts des solutés au même niveau que l'an passé.

Le dossier médicaments est maintenant complété. La livraison des médicaments se fait une fois par semaine par un grossiste en médicaments, ce qui permet aux établissements de baisser leurs coûts de commandes ainsi que leurs inventaires. La standardisation des produits utilisés a permis à plusieurs établissements de baisser leurs coûts en médicaments sur l'année dernière. Enfin, ce système de distribution pourra permettre aux pharmaciens des établissements de se libérer des tâches administratives pour consacrer plus de temps à leurs fonctions pharmacologiques.

Dans le dossier des films radiologiques, la négociation en groupe a permis à la région de renouveler le contrat au même prix que l'an passé et, de ce fait, réaliser des économies aux établissements.

Une baisse des prix de l'argent sur le marché international a fait chuter les revenus de sels d'argent d'une façon dramatique.

Enfin, les autres dossiers, dont on retrouve la liste au bas de cette page, se poursuivent et nous concentrons nos efforts afin de trouver de nouvelles sources d'approvisionnement dans le but de baisser les coûts pour les produits utilisés par les établissements de la Côte-Nord.

La priorité de la prochaine année sera concentrée sur le dossier alimentation, secteurs non périssable et périssable.

PROGRAMME D'ACHAT DE GROUPE DE LA COTE-NORD	
Produit négocié	Montant négocié
Seringues uni-service et aiguilles hypodermiques	59 672 $
Tubes à prélèvements et aiguilles	31 317 $
Solutés intraveineux et appareil d'administration	388 281 $
Huile à chauffage	785 000 $
Médicaments	452 087 $
Produits chirurgicaux	196 150 $
Produits d'entretien ménager	111 664 $
Pain et produits laitiers	178 724 $
Films radiologiques et solutions chimiques	277 666 $
Contrats de services/sels d'argent	15 793 $
TOTAL	2 496 354 $

LA REGION, LE RESEAU

LA REGION, LE RESEAU

Outre les régions nordiques, la région 09 est la plus vaste et la moins peuplée du Québec. En effet, sa population actuelle de 113 000 habitants s'étale sur un territoire ayant 1 300 kilomètres de côte et un arrière-pays de 630 kilomètres.

La majorité des villes et villages est implantée le long du littoral où l'on y vit de pêche, d'exploitation ou de transformation minière et forestière ou encore, en oeuvrant au sein d'entreprises de services. L'exploitation de l'énergie hydro-électrique est aussi un secteur d'activités important.

En ce qui concerne les villes nordiques, Gagnon, Fermont et Schefferville, leur économie est basée exclusivement sur l'exploitation des mines de fer.

La population est relativement jeune et mobile, les revenus élevés comparativement aux autres régions quoiqu'à l'intérieur de la région elle-même, les disparités économiques sont sensibles.

C'est dans ce contexte socio-économique que les 16 établissements de santé et de services sociaux du réseau régional dispensent leurs services.

Voici, par catégorie, la liste de ces établissements:

- CENTRES D'ACCUEIL

  Foyer Monseigneur Gendron (Grandes-Bergeronnes)
  Centre d'accueil N.A. Labrie (Hauterive)
  Centre des ressources institutionnelles Côte-Nord Inc. (Hauterive)
  Pavillon des Iles (Sept-Iles)
  Foyer de Havre-St-Pierre

- CENTRES DE SANTE

  Centre de santé de la Haute Côte-Nord (Les Escoumins)
  Centre de santé de Port-Cartier
  Centre de santé de Gagnon
  Centre de santé de Schefferville
  Centre de santé de la Basse Côte-Nord (Lourdes-de-Blanc-Sablon)

- CENTRES HOSPITALIERS

Centre hospitalier régional Baie-Comeau/Hauterive
Hôpital des Sept-Iles
Hôpital St-Jean-Eudes (Havre-St-Pierre)

- CENTRE DE SERVICES SOCIAUX

Centre de services sociaux de la Côte-Nord

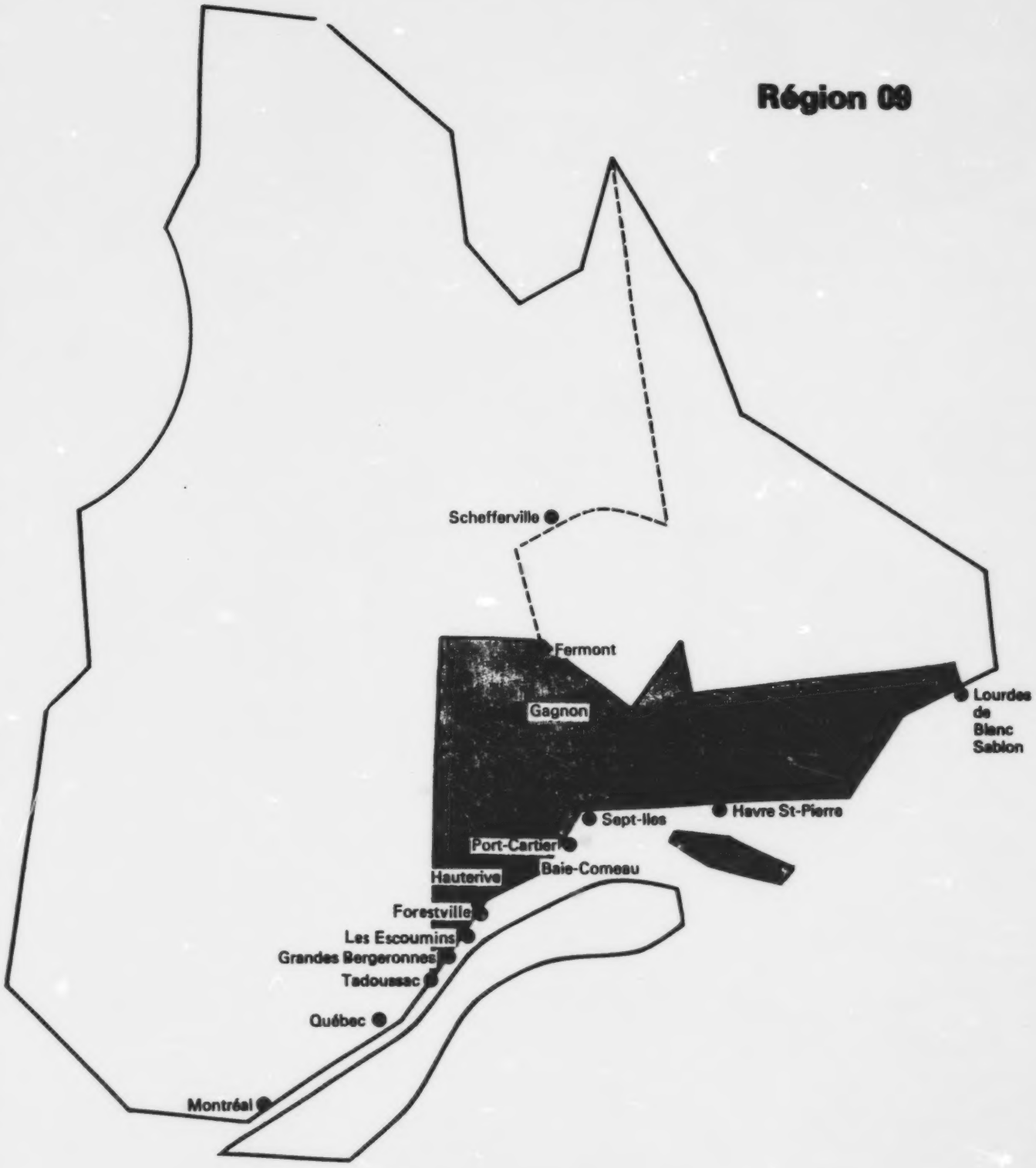
. Siège social: Hauterive

. Filiales (4): Forestville
Hauterive
Sept-Iles
Havre-St-Pierre

- CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES

CLSC de Forestville
CLSC de Fermont

Région 09


Schefferville
Fermont
Gagnon
Lourdes de Blanc Sablon
Sept-Iles
Havre St-Pierre
Port-Cartier
Baie-Comeau
Hauterive
Forestville
Les Escoumins
Grandes Bergeronnes
Tadoussac
Québec
Montréal

LISTE DU PERSONNEL EN POSTE AU 31 MARS 1982

LISTE DU PERSONNEL EN POSTE AU 31 MARS 1982

- DIRECTION GENERALE

Boisjoli, Claude	Directeur général
Daigle, Annette	Secrétaire du directeur général et du conseil d'administration
Chicoine, Francine	Adjointe au directeur général
Guitard, Michel A.	Conseiller en perfectionnement
Hovington, Diane T.	Secrétaire de direction

- SERVICE DES COMMUNICATIONS

Bilocq, Marc	Coordonnateur des communications
Miller, Justine D.	Conseillère en communication
Otis, Odette	Secrétaire
Bourassa, Ginette	Responsable du centre de documentation
Perron, Marlaine	Secrétaire-réceptionniste

- DIRECTION DE LA PROGRAMMATION

Maloney, Jean-Marc	Directeur de la programmation
Beaupré, Raynald	Conseiller aux programmes
Racine, Pierre	Conseiller aux programmes
Synnett, Daniel	Conseiller aux programmes
Montigny, Claude	Conseiller en gestion financière
Côté, Christiane	Secrétaire de direction
D'Astous, Linda	Secrétaire

- DIRECTION DES SERVICES ADMINISTRATIFS

Guitar, Jacques	Directeur des services administratifs
Ringuette, René	Conseiller aux établissements
St-Pierre, Bernard	Conseiller aux établissements
Philibert, Diane	Secrétaire de direction
Blanchette, Laurent	Conseiller aux établissements
Long, Richard	Conseiller aux établissements
Plante, Jacques	Commis sénior à la comptabilité
Pelletier, Nicole	Secrétaire

ANNEXES

ANNEXE A: COMITE DE PROTECTION DES DROITS DES USAGERS

- Monsieur Richard Bérubé
  Hauterive
- Monsieur Marc Bilocq
  CRSSS de la Côte-Nord
- Monsieur Raymond Joncas
  Forestville
- Madame Justine D. Miller
  CRSSS de la Côte-Nord
- Monsieur Réal Tremblay
  Les Escoumins

ANNEXE B: COMMISSION ADMINISTRATIVE DES SERVICES AUX PERSONNES HANDICAPEES

- Monsieur Donald Beaudin
  Centre de services sociaux de la Côte-Nord
- Monsieur Raynald Bujold
  Hôpital des Sept-Iles
- Monsieur Guy Deschênes
  Centre de santé de Port-Cartier
- Monsieur Guy Dufresne
  Centre de santé de la Haute Côte-Nord à Les Escoumins
- Monsieur Pierre Fillion
  Office des personnes handicapées du Québec
- Monsieur Michel Girard
  Les Ateliers populaires de Sept-Iles
- Madame Diane Lyonnais
  Département de santé communautaire
- Monsieur Jean-Marc Maloney
  CRSSS de la Côte-Nord
- Monsieur Daniel Synnett
  CRSSS de la Côte-Nord
- Madame Marcelle Tremblay
  Centre hospitalier régional Baie-Comeau/Hauterive

ANNEXE C: COMMISSION ADMINISTRATIVE DE LA MESADAPTATION SOCIALE

- Monsieur Victor Bouchard
  Centre de services sociaux de la Côte-Nord

- Monsieur Réal Castonguay
  Pavillon Richelieu à Hauterive

- Monsieur Gilbert Daigle
  Pavillon Richelieu à Hauterive

- Monsieur Philippe Granmont
  Ministère des Affaires sociales

- Monsieur Claude Hébert
  Sûreté du Québec

- Monsieur Jean-Marc Maloney
  CRSSS de la Côte-Nord

- Madame Gabrielle Martel
  Département de santé communautaire

- Monsieur André Pelletier
  Centre de services sociaux de la Côte-Nord

- Madame Rolande Porlier
  Association des commissions scolaires

- Monsieur Pierre Racine
  CRSSS de la Côte-Nord

- Monsieur Jacques Renaud
  CLSC de Forestville

- Monsieur Gaétan St-Arnaud
  Comité de la protection de la jeunesse

- Monsieur Paul-André Tremblay
  Conseil régional des loisirs de la Côte-Nord

ANNEXE D: COMMISSION ADMINISTRATIVE DES SERVICES AUX PERSONNES AGEES ET AUX BENEFICIAIRES DE SOINS PROLONGES

- Monsieur Francis Bouchard
  Foyer Monseigneur Gendron à Grandes-Bergeronnes

- Monsieur Gaston Bouchard
  Pavillon Donald G. Hodd à Harrington Harbour

- Monsieur Denis R. Boudreau
  Foyer de Havre-St-Pierre

- Monsieur Nick Boudreault
  Le Pavillon des Iles à Sept-Iles

- Monsieur Yvo Di Piazza
  Centre d'accueil N.A. Labrie à Hauterive

- Monsieur André Garon
  Département de santé communautaire

- Madame Lise Lanctôt
  Hôpital St-Jean-Eudes à Havre-St-Pierre

- Monsieur Camille Lemieux
  Centre de santé de la Haute Côte-Nord à Les Escoumins

- Madame Ghyslaine B. Lévesque
  Hôpital des Sept-Iles

- Monsieur Jean-Marc Maloney
  CRSSS de la Côte-Nord

- Monsieur Pierre Racine
  CRSSS de la Côte-Nord

- Monsieur Julien Tremblay
  CLSC de Forestville

- Madame Muriel Tremblay
  Centre de santé de Port-Cartier

ANNEXE E: TABLE DE CONCERTATION EN ALCOOLISME ET AUTRES TOXICOMANIES

- Madame Candide Beaumont
  Centre d'accueil N.A. Labrie à Hauterive
- Monsieur Denis Beausoleil
  Centre de services sociaux de la Côte-Nord
- Madame Agathe Côté
  Hôpital St-Jean-Eudes à Havre-St-Pierre
- Monsieur Yvo Di Piazza
  Centre d'accueil N.A. Labrie à Hauterive
- Monsieur Guy Dufresne
  Centre de santé de la Haute Côte-Nord à Les Escoumins
- Madame Jeanne Gagnon
  Ministère des Affaires sociales
- Monsieur Yvon Gendreau
  Centre de santé de Port-Cartier
- Monsieur Jean-Claude Landry
  Centre de santé de Gagnon
- Monsieur Claude Leclerc
  Centre hospitalier régional Baie-Comeau/Hauterive
- Monsieur Jean-Marc Maloney
  CRSSS de la Côte-Nord
- Monsieur Pierre Racine
  CRSSS de la Côte-Nord
- Monsieur Jacques Renaud
  CLSC de Forestville
- Madame Gilberte Ross
  Hôpital des Sept-Iles
- Madame Louise St-Pierre
  Département de santé communautaire
- Monsieur Jean-Guy Trottier
  CLSC de Fermont

ANNEXE F: COMMISSION ADMINISTRATIVE DES SERVICES COMMUNAUTAIRES

- Monsieur Gérard Beauchesne
  Centre de services sociaux de la Côte-Nord

- Monsieur Raynald Beaupré
  CRSSS de la Côte-Nord

- Madame Marie-Paule Bissonnette
  Hôpital St-Jean-Eudes à Havre-St-Pierre

- Monsieur Donald Cyr
  Centre de santé de Schefferville

- Monsieur Paul-Emile Doré
  Centre de santé de Port-Cartier

- Monsieur André Garon
  Département de santé communautaire

- Monsieur Jean-Claude Landry
  Centre de santé de Gagnon

- Monsieur Jean-Marc Maloney
  CRSSS de la Côte-Nord

- Monsieur Jean Moyen
  Centre de santé de la Basse Côte-Nord à Lourdes-de-Blanc-Sablon

- Monsieur Claude Roy
  Centre de santé de la Haute Côte-Nord à Les Escoumins

- Monsieur Julien Tremblay
  CLSC de Forestville

- Monsieur Jean-Guy Trottier
  CLSC de Fermont

ANNEXE G: COMMISSION ADMINISTRATIVE DE LA SANTE MENTALE

- Madame Candide Beaumont
  Centre d'accueil N.A. Labrie à Hauterive
- Monsieur Denis Beausoleil
  Centre de services sociaux de la Côte-Nord
- Monsieur Denys Côté
  Pavillon de la Falaise à Hauterive
- Monsieur Guy Deschênes
  Centre de santé de Port-Cartier
- Monsieur André Garon
  Département de santé communautaire
- Monsieur Marcel Lemerise
  Centre de santé de Schefferville
- Monsieur Jean-Marc Maloney
  CRSSS de la Côte-Nord
- Monsieur Charles-Henri Massac
  Hôpital des Sept-Iles
- Monsieur Jean Miville
  Hôpital des Sept-Iles
- Madame Jeannine Pelletier
  Association canadienne pour la santé mentale
- Madame Lisette Pineault
  Centre hospitalier régional Baie-Comeau/Hauterive
- Monsieur Normand St-Laurent
  Centre hospitalier régional Baie-Comeau/Hauterive

ANNEXE H: COMMISSION REGIONALE DE LA MISE EN COMMUN DES ACHATS

- Monsieur Francis Bouchard
  Foyer Monseigneur Gendron à Grandes-Bergeronnes
- Monsieur Gaétan Boucher
  Centre de santé de la Haute Côte-Nord à Les Escoumins
- Monsieur Ghyslain Gendron
  Centre des ressources institutionnelles Côte-Nord
- Monsieur Jacques Guitar
  CRSSS de la Côte-Nord
- Monsieur Jean-Claude Landry
  Centre de santé de Gagnon
- Monsieur Jean-Marie Raoult
  Centre hospitalier régional Baie-Comeau/Hauterive
- Monsieur René Ringuette
  CRSSS de la Côte-Nord
- Monsieur Michel Thériault
  CLSC de Forestville
- Monsieur Robert Vallée
  Hôpital des Sept-Iles

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

1981/82

NOM DU CONSEIL DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Conseil Régional de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord

Région 09

AS-475 (rev. 03-82)

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Déclaration du conseil régional	1
Rapport du vérificateur	2
Questionnaire à remplir par le vérificateur	3
Notes aux états financiers	4
Fonds d'exploitation:	
- État des revenus et dépenses	5
- Dépenses - Information sectorielle	6
- Système régional d'achats de groupe - Information sectorielle	7
- Implantation du C.L.S.C. - Information sectorielle	8
- Développement du centre de santé - Information sectorielle	9
- Analyse du solde du fonds	10-11
- Bilan	12
Fonds des immobilisations:	
- Analyse du solde du fonds	13
- Bilan	14
Fonds pour immobilisations et équipements des C.L.S.C., des C.A. et des C.S.S. - projet de 250 000$ et moins	
- Bilan	15
Fonds pour immobilisations et équipements spécialisés des C.H. - projets inférieurs à 1 000 000$	
- Bilan	16
Fonds de subventions des services ambulanciers:	
- Bilan	17
Fonds du programme Opération Solidarité Économique	
- Bilan	18
Fonds du programme de services à domicile:	
- Bilan	19
Fonds pour location d'espace:	
- Bilan	20
Renseignements complémentaires	21

TABLE DES MATIÈRES
(suite)

Annexes	Page
- Fonds d'exploitation: partage fédéral-provincial	A-1
- Fonds pour immobilisations et équipements des C.L.S.C., des C.A. et des C.S.S. - projets de 250 000$ et moins: renseignements additionnels	A-2
- Fonds pour immobilisations et équipements spécialisés des C.H. - projets inférieurs à 1 000 000$: renseignements additionnels	A-3
- Fonds du programme Opération Solidarité Économique: renseignements additionnels	A-4
- Fonds du programme de services à domicile: renseignements additionnels	A-5
- Fonds pour location d'espace: renseignements additionnels	A-6

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82
DÉCLARATION DU CONSEIL RÉGIONAL

Nom du conseil régional:
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

Par les présentes, nous déclarons que, à notre connaissance, le rapport ci-joint, reflète fidèlement la situation financière et le résultat des activités pour l'exercice financier terminé le 31 mars 19 82

22 juin 1982
Date

Claude Gagnon
Directeur général

Ce rapport a été soumis et approuvé par le conseil d'administration,

[redacted] à sa réunion du 22 juin 19 82

Pour le conseil d'administration

22 juin 1982
Date

Gaston St-Amand
Administrateur

Nelson Michaud
Administrateur

AS-475 (rev. 08-82)

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Nom du conseil régional:
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

RAPPORT DES VERIFICATEURS

Au Conseil d'administration du
Conseil de la santé et des services
sociaux de la Région de la Côte-Nord

Nous avons vérifié l'état des résultats d'exploitation du fonds d'exploitation du Conseil de la santé et des services sociaux de la Région de la Côte-Nord de l'exercice terminé le 31 mars 1982 ainsi que les bilans des fonds d'exploitation, immobilisations, immobilisations dans le secteur social - projet 250 000 $ et moins, immobilisations et équipement des centres hospitaliers - projet de 1 000 000 $ et moins, de subventions aux ambulances, programme Opération Solidarité Economique, programme de services à domicile, location d'espaces et autres à cette date et nous avons obtenu tous les renseignements et toutes les explications que nous avons demandés. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

A notre avis, du mieux que nous avons pu nous en rendre compte par les renseignements et les explications qui nous ont été donnés et d'après ce qu'indiquent les livres du Conseil de la santé et des services sociaux de la Région Côte-Nord, ces états financiers sont rédigés de manière à représenter fidèlement les résultats de l'exploitation pour l'exercice terminé le 31 mars 1982 ainsi que l'état véritable et exact de ses affaires à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Endroit Baie-Comeau

23 avril 1982
Date

Tremblay Bérubé & Associés C.A.
Signature du vérificateur

AS-478 (rev. 05-82)

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82
QUESTIONNAIRE À REMPLIR PAR LE VÉRIFICATEUR

Nom du conseil régional:
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD 09

		OUI	NON	COMMENTAIRES
LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX				
Le conseil régional a-t-il tenu au moins une fois dans l'année une séance publique d'information conformément à l'article 20?	1	☐	☒	Assemblée cédulée mais contremandée
Les membres du conseil d'administration ont-ils reçu un traitement autre que l'indemnité de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées, conformément à l'article 24?	2	☐	☒	
Les membres du comité administratif ont-ils reçu un traitement autre que l'indemnité de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées, conformément à l'article 30?	3	☐	☒	
Le conseil d'administration a-t-il adopté une résolution ayant pour objet la nomination du personnel cadre supérieur, conformément à l'article 35?	4	☐	☒	
Le Conseil régional a-t-il fait parvenir au ministre un rapport de son activité pour l'année se terminant le 31 mars précédent, conformément à l'article 38?	5	☒	☐	
GUIDE DE GESTION				
Le conseil d'administration a-t-il pris connaissance des rapports suivants, préparés conformément au Guide de gestion financière:				
a) prévisions budgétaires	6	☒	☐	
b) les états financiers annuels de l'exercice précédent	7	☒	☐	
La politique salariale des cadres a-t-elle été appliquée conformément à la directive administrative du Guide de gestion financière en ce qui concerne:				
a) le salaire du directeur général	8	☒	☐	
b) la masse salariale totale relative au personnel cadre	9	☒	☐	
Vous êtes-vous assuré que le conseil régional a suivi et appliqué:				
a) le Guide de gestion financière	10	☒	☐	
b) Les directives administratives (circulaires)	11	☒	☐	
Avez-vous soumis, au cours de l'année ou à la suite de votre examen (vérification intérimaire, de fin d'exercice ou mandat spécial), un rapport contenant des recommandations concernant:				
a) le système comptable?	12	☐	☒	
b) le contrôle interne?	13	☐	☒	
c) tout autre point?	14	☐	☒	
Y-a-t-il des anomalies de l'exercice précédent qui n'ont pas été corrigées? Si oui, fournir les détails en annexe.				

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Nom du conseil régional:
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

		1981-82	1980-81
NOTE 1	COMPTES A RECEVOIR:		
	Commission Régionale des achats	4 550 $	825 $
	Autres	18 558	17 540
		23 108 $	18 365 $
NOTE 2	COMPTES ET FRAIS COURUS A PAYER:		
	Salaires nets	11 253 $	8 099 $
	D.A.S. et avantages sociaux	30 842	25 907
	DÛ à projets spéciaux	114 339	104 314
	DÛ à fonds spécial subvention O.P.D.Q.	232 819	310 089
	DÛ mission médicale	47 553	52 483
	DÛ psychiatrie	28 655	14 784
	DÛ médecins itinérants	141 252	130 145
	Fonds évaluation de la clientèle	5 000	--
	DÛ colloque accoucher ou se faire accoucher	--	1 585
	Fonds pour un physiothérapeute à Port-Cartier	36 320	--
	Budget perfectionnement conseil d'administration	1 933	--
	Autres	17 136	8 674
		667 102 $	656 080 $

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

FONDS D'EXPLOITATION

REVENUS ET DÉPENSES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1982

Nom du conseil régional:
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

REVENUS		1981-82	1980-81
		$	$
Subventions du M.A.S.	01.		
- subventions régulières	02.	780 900	581 940
- subventions spéciales	03.	77 324	101 580
- subventions pour le loyer	04.	--	38 750
Contributions des établissements	05.	37 460	30 019
Intérêts	06.	46 793	52 136
Autres revenus (fournir les détails p. 21) (note 1)	07.	79 592	17 988
TOTAL DES REVENUS	08.	$ 1 022 069	$ 822 413

DÉPENSES			
Salaires	09.	$ 721 639	$ 607 685
Avantages sociaux	10.	43 330	26 891
Allocations	11.	70 124	79 406
Services	12.	63 347	42 590
Communications	13.	52 047	46 815
Loyer	14.	65 744	46 138
Fournitures et matériel	15.	15 936	18 670
TOTAL DES DÉPENSES	16.	$ 1 032 167	$ 868 195
SURPLUS (DÉFICIT) DE L'EXERCICE	17.	$ (10 098)	$ (45 782)

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

DÉPENSES D'EXPLOITATION DU CONSEIL RÉGIONAL (INFORMATION SECTORIELLE) PAR CENTRE D'ACTIVITÉS ET PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Nom du conseil régional:
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

CATÉGORIE DE DÉPENSES	CENTRE D'ACTIVITÉS											
	7210. Planification et programmation		7220. Communications		7230. Services aux établissements		7240. Gestion des fonds		7300. Administration générale		TOTAL	
	1981-82	1980-81	1981-82	1980-81	1981-82	1980-81	1981-82	1980-81	1981-82	1980-81	1981-82	1980-81
Salaires 01.	$186 630	$179 360	$120 790	$ 92 594	$181 002	$123 727	$ 33 010	$ 27 829	$155 779	$149 564	$677 211	$573 074
Avantages sociaux 02.									40 670	25 203	40 670	25 203
Allocations 03.	13 506	17 691	3 144	4 767	5 437	12 563	1 655	2 929	38 761	35 581	62 503	73 531
Services 04.	1 215	876	4 448	3 016	192	256	35 420	23 580	19 769	14 862	61 044	42 590
Communications 05.			3 354	3 452			36 158	29 306	10 129	14 057	49 641	46 815
Loyer 06.							62 872	46 138			62 872	46 138
Fournitures et matériel 07.							14 980	18 670			14 980	18 670
TOTAL DES DÉPENSES 08	$201 351	$197 927	$131 736	$103 829	$186 631	$136 546	$184 095	$148 452	$265 108	$239 267	$968 921	$826 021

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

SYSTÈME RÉGIONAL D'ACHAT DE GROUPE (INFORMATION SECTORIELLE)
REVENUS ET DÉPENSES
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1982

Nom du conseil régional:
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

REVENUS		1981-82	1980-81
Contributions des établissements	01.	$ 37 460	$ 30 019
Intérêts sur les dépôts de garantie	02.		
Autres revenus (fournir les détails p. 21) sel d'argent	03.	24 636	16 192
TOTAL DES REVENUS	04.	$ 62 096	$ 46 211

DÉPENSES			
Salaires	05.	$ 44 428	$ 34 611
Avantages sociaux	06.	2 660	1 688
Allocations	07.	7 621	5 875
Services	08.	2 303	
Communications	09.	2 406	
Loyer	10.	2 872	
Fournitures et matériel	11.	956	
TOTAL DES DÉPENSES	12.	$ 63 246	$ 42 174
SURPLUS (DÉFICIT) DE L'EXERCICE	13.	$ (1 150)	$ 4 037

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

IMPLANTATION DU C.L.S.C. _____ (INFORMATION SECTORIELLE)

REVENUS ET DÉPENSES
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1982

Nom du conseil régional.
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

REVENUS

N/A

		1981-82	1980-81
Subventions du M.A.S.	01	$	$
Intérêts	02		
Autres revenus (fournir les détails p. 21)	03		
TOTAL DES REVENUS	04	$	$

DÉPENSES

Salaires	05	$	$
Avantages sociaux	06		
Allocations	07		
Services (inclut le mobilier-équipement)	08		
Communications	09		
Loyer	10		
Fournitures et matériel	11		
TOTAL DES DÉPENSES	12	$	$
SURPLUS (DÉFICIT) DE L'EXERCICE	13	$	$

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

DÉVELOPPEMENT DU CENTRE DE SANTÉ _____ **(INFORMATION SECTORIELLE)**

REVENUS ET DÉPENSES
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1982

Nom du conseil régional

CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

REVENUS		1981-82	1980-81
Subventions du M.A.S.	01	$	$
Intérêts	02		
Autres revenus (fournir les détails p. 21)	03		
TOTAL DES REVENUS	04	$	$

N/A

DÉPENSES			
Salaires	05	$	$
Avantages sociaux	06		
Allocations	07		
Services (inclut le mobilier-équipement)	08		
Communications	09		
Loyer	10		
Fournitures et matériel	11		
TOTAL DES DÉPENSES	12	$	$
SURPLUS (DÉFICIT) DE L'EXERCICE	13	$	$

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

FONDS D'EXPLOITATION
ANALYSE DU SOLDE DU FONDS
AU 31 MARS 1982

Nom du conseil régional:
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE NORD (09)

OPÉRATIONS COURANTES		1981-82	1980-81
Solde au début de l'exercice	01.	$ 54 454	$ 90 039
Ajouter:			
- Excédent des revenus sur les dépenses	02.	$	$
Correction année antérieure: Indexation salaires	03.	201	18 530
Sous-total	04.	$ 201	$ 18 530
Diminuer:			
- Excédent des dépenses sur les revenus	05.	$ 8 948	$ 49 819
- Annulation avance au fonds Installation matérielle	06.	2 641	4 296
Sous-total	07.	$ 11 589	$ 54 115
Solde à la fin de l'exercice	08.	$ 43 066	$ 54 454

ACHATS DE GROUPE			
Solde au début de l'exercice	09.	$ 4 037	$ --
Ajouter:			
- Excédent des revenus sur les dépenses	10.	$	$ 4 037
.	11.		
Sous-total	12.	$	$ 4 037
Diminuer:			
- Excédent des dépenses sur les revenus	13.	$ 1 150	$
.	14.		
Sous-total	15.	$ 1 150	$
Solde à la fin de l'exercice	16.	$ 2 887	$ 4 037

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

FONDS D'EXPLOITATION
ANALYSE DU SOLDE DU FONDS
AU 31 MARS 1982

Nom du conseil régional:
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

IMPLANTATION DE C.L.S.C.

		1981-82	1980-81
Solde au début de l'exercice	01	$	$
Ajouter:			
- Excédent des revenus sur les dépenses	02	$	$
.	03		
Sous-total	04	$	$
Diminuer:			
- Excédent des dépenses sur les revenus	05	$	$
.	06		
Sous-total	07	$	$
Solde à la fin de l'exercice	08	$	$

N/A

DÉVELOPPEMENT DE CENTRES DE SANTÉ

Solde au début de l'exercice	09	$	$
Ajouter:			
- Excédent des revenus sur les dépenses	10	$	$
.	11		
Sous-total	12	$	$
Diminuer:			
- Excédent des dépenses sur les revenus	13	$	$
.	14		
Sous-total	15	$	$
Solde à la fin de l'exercice	16	$	$

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

FONDS D'EXPLOITATION

BILAN

AU 31 MARS 1982

Nom du conseil régional:

CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

ACTIF

À court terme:		1981-82	1980-81
· Encaisse	01	$ 665 172	$ 699 869
· Dépôts à terme	02	25 000	225 000
· Comptes à recevoir (note 1) p.4	03	23 108	18 365
· Subventions à recevoir	04	--	2 229
· Frais payés d'avance	05	2 265	--
· Avance au fonds:	06		
Fonds soins et services à domicile	07	7 510	
	08		
TOTAL	09	$ 723 055	$ 945 463

PASSIF

À court terme:			
· Découvert de banque	10	$	$
· Emprunt de banque	11		
· Comptes et frais courus à payer (note 2) p.4	12	667 102	656 080
· Avance du fonds:	13		
Revenus perçus d'avance		10 000	24 430
· Avance de Corélo Inc.	14	--	206 462
Sous-total	15	$ 677 102	$ 886 972

SOLDE DU FONDS

· Opérations courantes	16	$ 43 066	$ 54 454
· Achats de groupe	17	2 887	4 037
· Implantation de C.L.S.C.	18		
· Développement de centres de Santé	19		
Sous-total	20	$ 45 953	$ 58 491
TOTAL	21	$ 723 055	$ 945 463

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

FONDS DES IMMOBILISATIONS
ANALYSE DU SOLDE DU FONDS
AU 31 MARS 1982

Nom du conseil régional:
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

		1981-82	1980-81
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	01.	$ 103 433	$ 62 903
Ajouter:			
· Subventions du M.A.S.	02.	$ --	$ 7 578
. Annulation des amortissements	03.	--	28 656
. Annulation avance du fond d'exploita.	04.	2 642	4 296
.	05.		
Sous-total	06.	$ 2 642	$ 40 530
Déduire:			
.	07.	$	$
.	08.		
.	09.		
.	10.		
Sous-total	11.	$	$
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE	12.	$ 106 075	$ 103 433

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

FONDS DES IMMOBILISATIONS

BILAN

AU 31 MARS 1982

Nom du conseil régional:
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

ACTIF

À court terme:		1981-82	1980-81
- Encaisse	01.	$	$
- Subventions à recevoir	02.		
.	03.		
.	04.		
.	05.		
Sous-total	06.	$	$
Immobilisations - au coût			
- Mobilier et équipement	07.	$ 106 075	$ 103 433
- Améliorations locatives	08.		
.	09.		
Sous-total	10.	$ 106 075	$ 103 433
TOTAL	11.	$ 106 075	$ 103 433

PASSIF

À long terme:			
- Découvert de banque	12.	$	$
- Emprunt de banque	13.		
- Comptes à payer	14.		
.	15.		
.	16.		
Sous-total	17.	$	$
SOLDE DU FONDS	18.	106 075	103 433
TOTAL	19.	$ 106 075	$ 103 433

AS-478 (rév. 82-03)

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

FONDS POUR IMMOBILISATIONS ET ÉQUIPEMENTS DES C.L.S.C., DES C.A. ET DES C.S.S. — PROJETS DE 250 000$ ET MOINS
BILAN AU 31 MARS 1982

Nom du conseil régional:
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

ACTIF

À court terme:		1981-82	1980-81
- Encaisse	01.	$ 306 515	$ 322 259
- Dépôts à terme	02.		
- Comptes à recevoir	03.		
- Subvention à recevoir du MAS	04.	--	65 000
.	05.		
TOTAL	06.	$ 306 515	$ 387 259

PASSIF

À court terme:			1981-82	1980-81
- Comptes et frais courus à payer		07.	$ 672	$
- Projets autorisés à payer	Année courante	08.	97 000	152 458
	Années antérieures	09.	42 446	122 314
. Projets autorisés à payer -mobilier et équip.			52 912	24 254
Sous-total		11.	$ 193 030	$ 299 026
-mobilier et équip.			79 540	
- 250 000 $ et moins			8 693	
- Solde au début de l'exercice		12.	$ 88 233	$ 11 744
Augmentations:				
- Subventions du M.A.S.	a) projets de 250 000$ et moins	13.	$ 86 400	$ 434 600
	b) mobilier-équipement	14.	60 409	197 643
- Intérêts		15.	39 092	44 907
- Autres (fournir les détails, p. 21) (note 2)		16.	114 845	1 182
Sous-total		17.	$ 300 746	$ 678 332
Diminutions:				
- Projets autorisés	a) projets de 250 000$ et moins annexe 2	18.	$ 159 140	$ 433 733
	b) mobilier-équipement annexe 2 suite	19.	108 054	118 102
- Autres (fournir les détails, p. 21) (note 3)		20.	8 300	50 008
Sous-total		21.	$ 275 494	$ 601 843
-mobilier et équip.			31 921	79 540
- 250 000 $ et moins			81 564	8 693
- Solde à la fin de l'exercice		22.	$ 113 486	$ 88 233
TOTAL		23.	$ 306 515	$ 387 259

AS-479 (rév. 83-01)

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

FONDS
POUR IMMOBILISATIONS ET ÉQUIPEMENTS SPÉCIALISÉS DES C.H.
PROJETS INFÉRIEURS À 1 000 000$
BILAN AU 31 MARS 1982

Nom du conseil régional:
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

ACTIF

À court terme:		1981-82	1980-81
- Encaisse	01	$ 248 338	$ 84 290
- Dépôts à terme	02	422 042	
- Comptes à recevoir	03	43 793	57 462
- Subvention à recevoir du MAS (note 4) p.21	04	1 695 302	1 200 000
-	05		
TOTAL	06	$ 2 409 475	$ 1 341 752

PASSIF

À court terme:				
- Comptes et frais courus à payer		07	$ 164 542	$
- Projets autorisés à payer	Année courante	08	1 577 000	66 558
	Années antérieures	09	318 515	1 191 204
-		10		
Sous-total		11	$ 2 060 057	$ 1 257 762

SOLDE DU FONDS

- Solde au début de l'exercice	12	$ 83 990	$ 38 902
Augmentations:			
- Subventions du M.A.S. (note 4) p.21	13	$ 1 695 302	$
- Contributions des établissements	14	224 320	194 179
- Intérêts	15	91 263	40 235
- Autres (fournir les détails, p. 21) (note 5)	16	1 980	62 028
Sous-total	17	$ 2 012 865	$ 296 442
Diminutions:			
- Projets autorisés annexe 3	18	$ 1 747 437	$ 234 340
- Autres (fournir les détails, p. 21)	19		17 014
Sous-total	20	$ 1 747 437	$ 251 354
- Solde à la fin de l'exercice	21	$ 349 418	$ 83 990
TOTAL	22	$ 2 409 475	$ 1 341 752

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82
FONDS DE SUBVENTIONS DES SERVICES AMBULANCIERS
BILAN AU 31 MARS 1982

Nom du conseil régional:
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

ACTIF

À court terme:		1981-82	1980-81
- Encaisse	01.	$ 113 009	$ 173 370
- Dépôts à terme	02.		
- Comptes à recevoir	03.		
	04.		
TOTAL	05.	$ 113 009	$ 173 370

PASSIF

À court terme:			
- Comptes et frais courus à payer	06.	$ 68 805	$ 45 587
Cautionnement & dépôt	07.	4 000	5 200
Sous-total	08.	$ 72 805	$ 50 787
SOLDE DU FONDS			
- Solde au début de l'exercice	09.	$ 122 583	$ 176 090
Augmentations:			
- Subventions du M.A.S.			
a) Subventions d'installation	10.	$	$
b) Subventions pour manque à gagner	11.	266 000	371 000
c) Subventions pour formation du personnel	12.	30 000	
- Intérêts	13.	11 330	16 026
- Autres (fournir les détails, p. 21)	14.		
Sous-total	15.	$ 307 330	$ 387 026
Diminutions:			
- Subventions aux entreprises ambulancières			
a) Subventions d'installation	16.	$	$ 10 000
b) Subventions pour manque à gagner	17.	246 864	232 588
c) Subventions pour formation du personnel	18.	35 515	21 945
- Autres (fournir les détails, p. 21) (note 6)	19.	107 330	176 000
Sous-total	20.	$ 389 709	$ 440 533
Solde à la fin de l'exercice	21.	$ 40 204	$ 122 583
TOTAL	22.	$ 113 009	$ 173 370

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

FONDS DU PROGRAMME OPÉRATION SOLIDARITÉ ÉCONOMIQUE

BILAN AU 31 MARS 1982

Nom du conseil régional:
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

ACTIF

À court terme:		1981-82	1980-81
- Encaisse	01.	$	$
- Dépôts à terme	02.		
- Comptes à recevoir	03.		
.	04.		
.	05.		
TOTAL	06.	$	$

PASSIF

À court terme: N/A			
- Comptes et frais courus à payer	07.	$	$
- Projets autorisés à payer — Année courante	08.		
- Projets autorisés à payer — Années antérieures	09.		
	10.		
Sous-total	11.	$	$

SOLDE DU FONDS

- Solde au début de l'exercice	12.	$	$

Augmentations:

- Subventions du M.A.S.	13.	$	$
- Intérêts	14.		
- Autres (fournir les détails, p. 21)	15.		
Sous-total	16.	$	$

Diminutions:

- Projets autorisés	17.	$	$
- Autres (fournir les détails, p. 21)	18.		
Sous-total	19.	$	$

- Solde à la fin de l'exercice	20.	$	$
TOTAL	21.	$	$

AS-478 (rév. 82-03)

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82
FONDS DU PROGRAMMES DE SERVICES À DOMICILE
BILAN AU 31 MARS 1982

Nom du conseil régional:
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

ACTIF

		1981-82	1980-81
À court terme:			
· Encaisse	01.	$ 50 203	$ 117 402
· Dépôts à terme	02.		
· Comptes à recevoir	03.	19 750	
· Subvention à recevoir - C.S.S.C.N.	04.	8 702	2 300
TOTAL	05.	$ 78 655	$ 119 702

PASSIF

À court terme:			
· Comptes et frais courus à payer	06.	7 510	
· Projets autorisés à payer — Année courante	07.	$ 24 175	$ 86 001
· Projets autorisés à payer — Années antérieures	08.	10 912	3 649
· À payer - fonds d'équipement en santé dentaire	09.	19 960	25 509
Sous-total	10.	$ 62 557	$ 115 159
SOLDE DU FONDS			
· Solde au début de l'exercice	11.	$ 4 543	$ 51 126
Augmentations:			
· Subventions du M.A.S.:			
a) Fonctionnement	12.	$ 371 300	$ 295 800
b) Mobilier et équipement	13.		
· Intérêts	14.	16 331	8 712
· Autres (fournir les détails, p. 21) (note 7)	15.	99 745	8 466
Sous-total	16.	$ 487 376	$ 312 978
Diminutions:			
· Subventions aux établissements ou organismes:			
a) Fonctionnement annexe 5	17.	$ 471 275	$ 335 466
b) Mobilier et équipement annexe 5	18.	4 546	1 531
· Autres (fournir les détails, p. 21)	19.		22 564
Sous-total	20.	$ 475 821	$ 359 561
· Solde à la fin de l'exercice	21.	$ 16 098	$ 4 543
TOTAL	22.	$ 78 655	$ 119 702

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

FONDS POUR LOCATION D'ESPACE

BILAN AU 31 MARS 1982

Nom du conseil régional:

CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

ACTIF

		1981-82	1980-81
À court terme:			
· Encaisse	01.	$ 160 048	$ 149 115
· Dépôts à terme	02.		
· Comptes à recevoir	03.	--	5 000
- C.S.S.C.N.	04.	3 750	3 750
TOTAL	05.	$ 163 798	$ 157 865

PASSIF

À court terme:			
· Comptes et frais courus à payer	06.		
· Projets autorisés à payer — Année courante	07.	$ 49 655	$ 102 424
· Projets autorisés à payer — Années antérieures	08.		
-	09.		
Sous-total	10.	$ 49 655	$ 102 424
SOLDE DU FONDS			
· Solde au début de l'exercice	11.	$ 55 441	$
Augmentations:			
· Subventions du M.A.S.:			
a) Secteur santé	12.	$ 78 300	$ 43 200
b) Secteur social	13.	492 400	249 364
· Intérêts	14.	25 152	--
· Autres (fournir les détails, p. 21)	15.		3 750
Sous-total	16.	$ 595 852	$ 296 314
Diminutions:			
· Projets autorisés:			
a) Secteur santé annexe 6	17.	$ 70 026	$ 33 051
b) Secteur social annexe 6 (suite)	18.	467 124	207 822
· Autres (fournir les détails, p. 21)	19.		
Sous-total	20.	$ 537 150	$ 240 873
· Solde à la fin de l'exercice	21.	$ 114 143	$ 55 441
TOTAL	22.	$ 163 798	$ 157 865

AS-478 (rev. 83-03)

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

FONDS DU PROGRAMME [redacted]
SERVICES COMMUNAUTAIRES BILAN AU 31 MARS 1982

Nom du conseil régional:
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

ACTIF

À court terme:		1981-82	1980-81
· Encaisse	01.	$ 244 691	$ 174 019
· Dépôts à terme	02.		
· Comptes à recevoir	03.		
.	04.		
.	05.		
TOTAL	06.	$ 244 691	$ 174 019

PASSIF

À court terme:			
· Comptes et frais courus à payer	07	$ 20 512	$
· Projets autorisés à payer — Année courante	08.	91 037	
· Projets autorisés à payer — Années antérieures	09.		
·Projets autorisés à payer -mobilier et équip.	10.	9 178	
Sous-total	11.	$ 120 727	$
-fonctionnement — SOLDE DU FONDS		124 461	
-mobilier et équip.		49 558	
· Solde au début de l'exercice	12.	$ 174 019	$

Augmentations:

· Subventions du M.A.S.	13.	$ 123 534	$ 265 511
· Intérêts	14.	21 423	60 053
· Autres (fournir les détails, p. 21) (note 8)	15.	25 000	1 921
Sous-total	16.	$ 169 957	$ 327 485

Diminutions:

-fonctionnement (annexe 7)		138 051	110 731
· Projets autorisés mobilier et équip. (ann. 7 suite)	17.	$ 34 486	$ 10 495
· Autres (fournir les détails, p. 21) (note 9)	18.	47 475	32 240
Sous-total	19.	$ 220 012	$ 153 240
fonctionnement		108 892	124 461
mobilier et équip.		15 072	49 558
· Solde à la fin de l'exercice	20.	$ 123 964	$ 174 019
TOTAL	21.	$ 244 691	$ 174 019

AS-478 rev. 02-82

XXXXXXX

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

FONDS

PROJETS INFÉRIEURS À 1 000 000$

PROJETS SPECIAUX — BILAN AU 31 MARS 1982

Nom du conseil régional

CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

ACTIF

		1981-82	1980-81
À court terme:			
- Encaisse	01	$ 494	$ 6 143
- Dépôts à terme	02		
- Comptes à recevoir	03	672	
	04		
	05		
TOTAL	06	$ 1 166	$ 6 143

PASSIF

À court terme:			
- Comptes et frais courus à payer	07	$	$
- Projets autorisés à payer — Année courante	08		
- Projets autorisés à payer — Années antérieures	09		
	10		
Sous-total	11	$	$

SOLDE DU FONDS

- Solde au début de l'exercice CRICN	12	$ 6 143	$ 79 656
Augmentations:			
- Subventions du M.A.S.	13	$	$
- Contributions des établissements	14		
- Intérêts	15		
- Autres (fournir les détails, p. 21)	16		30 000
Sous-total	17	$ --	$ 30 000
Diminutions:			
- Projets autorisés CRICN	18	$ 4 977	$ 103 513
- Autres (fournir les détails, p. 21)	19		
Sous-total	20	$ 4 977	$ 103 513
- Solde à la fin de l'exercice	21	$ 1 166	$ 6 143
TOTAL	22	$ 1 166	$ 6 143

AS-475 (rév. 05-82)

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Nom du conseil régional:
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

NOTE 1: Autres revenus:

Sel d'argent	24 636 $
Entente de service avec différents établissements	54 956
	79 592 $

NOTE 2: Autres:

I Diminution du coût de certains projets

A) Projets de 250 000 $ et moins

CRICN: Ressources de dépannage à Sept-Iles	36 993 $
CLSC de Forestville: Peinture extérieure	1 128
Pavillon des Iles: Modification de l'ascenseur	50
Centre de santé de Gagnon: Réaménagement	75 000

B) Mobilier et équipement

Centre de santé de Port-Cartier	10
Centre de santé de la Basse Côte-Nord	15

II Récupération de la taxe de vente fédérale	1 649
	114 845 $

NOTE 3: Autres:

Augmentation du coût de certains projets

Foyer Mgr Gendron: Peinture extérieure	2 500 $
Centre d'accueil N.A. Labrie: Salle de jeux	5 800
	8 300 $

NOTE 4: Subvention du MAS:

Centre hospitalier régional Baie-Comeau/Hauterive	
- modification des ascenseurs	225 000 $
- équipement Pavillon Boisvert	491 700
Hôpital des Sept-Iles	
- honoraires professionnels -service alimentaire	10 436
- équipement service orthèse-prothèse	33 835
- fluoroscopie mobile	125 000
- Ultrasonographie	145 000
- équipement pédiatrie	97 431
- service alimentaire	291 900
Conseil régional de la santé et des services sociaux	
- réaménagement / Ecole St-Eugène	275 000
	1 695 302 $

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Nom du conseil régional:
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

NOTE 5: Autres:

Diminution du coût de certains projets

C.H.R. Baie-Comeau/Hauterive: chirurgie d'un jour	657 $
C.H. des Sept-Iles: réaménagement de la pédiatrie	598
Centre de santé de Gagnon: réaménagement de l'étab.	725
	1 980 $

NOTE 6: Autres:

Subvention à même le surplus accumulé:	96 000 $
Frais d'administration	11 330
	107 330 $

NOTE 7: Autres:

A) Subvention en provenance du CSSCN	82 975 $
B) Diminution du coût de certains projets:	
DSC (équipement 1979-80)	1 $
DSC (soins à domicile 1980-81)	3 973
Centre de santé de la Haute Côte-Nord (aide et soins à domicile 1980-81)	12 796
	16 770 $
	99 745 $

NOTE 8: Autres:

Financement de l'expertise sur les centres de santé pour le Centre de santé de la Basse Côte-Nord	25 000 $

NOTE 9: Autres:

1) Expertise des centres de santé	
a) honoraires professionnels	14 374 $
b) frais de déplacement du permanent	5 160
2) Subvention des postes en services communautaires du Centre de santé de Schefferville pour 1980-81	27 941
	47 475 $

ANNEXES

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

Annexe I

PARTAGE FÉDÉRAL - PROVINCIAL
FONDS D'EXPLOITATION
RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

Nom du conseil régional:
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

1- AVANTAGES SOCIAUX

Indiquer le montant de la contribution de l'employeur à la R.A.M.Q.	$ 20 316

2- SERVICES
Ventiler par sous-catégories de dépenses:

	$
- Frais de vérification	3 975
- Frais légaux (donner détails à l'item 3)	220
- Perfectionnement	9 810
- Assurance-responsabilité	2 248
- Cotisations	6 281
- Frais de location d'équipement, d'entretien et de réparation du mobilier et de l'équipement	29 076
- Intérêts et frais bancaires	104
- Autres (spécifier) Traitement des données	7 462
publication - rapport annuel	4 171
	$ 63 347

3- FRAIS LÉGAUX
Indiquer la dépense selon la nature des frais:

	$
a) Préparation d'un bail	220
b) Contrat d'achat d'un immeuble	
c) Opinion légale concernant une plainte	
d) Règlement d'un litige impliquant un employé	
e) Opinion légale concernant les élections, le conseil d'administration ou les commissions administratives	
f) Autres (spécifier)	
	$ 220

4- TRAITEMENT PAR ORDINATEUR

Indiquer le montant de la dépense reliée au traitement des données par ordinateur	$ 7 462

AS-475 (rev. 02-82)

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

Annexe 2

FONDS POUR IMMOBILISATIONS ET ÉQUIPEMENTS DES C.L.S.C., DES C.A. ET DES C.S.S. - PROJETS DES 250 000$ ET MOINS RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

Nom du conseil régional:
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

A) Projets de 250 000$ et moins
(le total doit égaler le montant de la ligne 18 de la page 15 de 21)

Nom de l'établissement	Nature du projet	Montant autorisé
Centre de santé de la Haute CN	Agrandissement et réaménagement	3 200 $
Foyer Mgr Gendron	Chauffe-eau et lave-vaisselle	2 300
Foyer Mgr Gendron	Trottoir - entrée principale	720
Foyer Mgr Gendron	Planches - cuisine	1 060
CLSC de Forestville	Blindage - radiologie	1 950
CRICN	Ateliers de Bretagne - Système de dépoussiérage	13 778
CRICN	Foyer Régneault-Amén. ext. PhaseII	6 382
CRICN	Pavillon Richelieu - Alarme incen.	11 750
Centre de santé de la Basse CN	Clinique de Middle Bay	32 000
Département de santé communautaire	Dispensaire Baie Johan Beetz	65 000
Centre de santé de Port-Cartier	Aménagement physiothérapie	21 000
		159 140 $

AS-478 (rév. 03-82)

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

FONDS POUR IMMOBILISATIONS ET ÉQUIPEMENTS
DES C.L.S.C., DES C.A. ET DES C.S.S.
- PROJETS DES 250 000$ ET MOINS
RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

Annexe 2 (suite)

Nom du conseil régional:
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

B) Mobilier-équipement
(le total doit égaler le montant de la ligne 19 de la page 15 de 21)

Nom de l'établissement	MONTANT AUTORISÉ	
	Renouvellement	Développement
Foyer Mgr Gendron	1 509 $	
CRICN		13 409 $
Centre d'accueil N.A. Labrie	585 $	
Centre de santé de Port-Cartier	32 000 $	
Pavillon des Iles - Sept-Iles		20 000 $
Centre de santé de la Basse Côte-Nord	551 $	
CLSC de Fermont		40 000 $
	34 645 $	73 409 $
	108 054 $	

AS-475 (rev. 02-82)

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

Annexe 3

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

FONDS POUR IMMOBILISATIONS ET ÉQUIPEMENTS SPÉCIALISÉS DES C.H. - PROJETS INFÉRIEURS À 1 000 000$

RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

Nom du conseil régional:
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

(Le total doit égaler le montant de la ligne 18 de la page 16 de 21)

Nom de l'établissement	Nature du projet	Montant autorisé
Centre de santé de la Haute CN	Chauffage d'appoint	2 560 $
CH régional Baie-Comeau/Hauterive	Modification des ascenseurs	225 000 $
CH régional Baie-Comeau/Hauterive	Equipement -agrandis. Pav. Boisvert	491 700 $
CRSSS-09	Réaménagement Ecole St-Eugène	275 000 $
Hôpital des Sept-Iles	Honoraires prof. (serv. alimen.)	10 436 $
" "	Equipement - serv. d'orthèse-prothèse	33 835 $
" "	Fluoroscopie mobile	125 000 $
" "	Ultrasonographie	145 000 $
" "	Réparation des ascenseurs	20 280 $
" "	Equipement - pédiatrie	97 431 $
" "	Service alimentaire	291 900 $
Hôpital St-Jean-Eudes	Cheminée de la chaufferie	5 895 $
" " " "	Réaménagement du service alimen.	23 400 $
		1 747 437 $

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

Annexe 4

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

FONDS DU PROGRAMME OPÉRATION SOLIDARITÉ ÉCONOMIQUE

RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

Nom du conseil régional

CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

(Le total doit égaler le montant de la ligne 17 de la page 18 de 21)

Nom de l'établissement	Nature du projet	Montant autorisé
	N/A	

AS-475 prov. 03-82

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

Annexe 5

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

FONDS DU PROGRAMME DE SERVICES À DOMICILE
RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

Nom du conseil régional:
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE NORD (09)

(Le total doit égaler le montant de la ligne 17 et 18 de la page 19 de 21)

Liste des établissements ou organismes	SUBVENTION AUTORISÉE 1981-82			
	Aide	Soins	Mobilier-équipement	TOTAL
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	$	$	$	$
Centre de santé de la Haute Côte-Nord	81 184	59 481		140 665
Centre de services sociaux de la CN	171 412			171 412
D.S.C. de Hauterive		24 902		24 902
Centre de santé de Port-Cartier	66 413	14 000		80 413
C.H. Havre St-Pierre	5 827	29 176		35 003
Centre de santé de la Basse Côte-Nord	18 880			18 880
Fonds régional			4 546	4 546
TOTAL	343 716 $	127 559 $	4 546 $	475 821 $

AS-475 (rév. 82-03)

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

Annexe 6

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

FONDS POUR LOCATION D'ESPACE
RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

Nom du conseil régional:
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

A) Projets autorisés:
a) secteur santé
(Le total doit égaler le montant de la ligne 17 de la page 20 de 21)

Nom de l'établissement	MONTANT AUTORISÉ	
	Renouvellement	Développement
Centre hospitalier régional Baie-Comeau/Hauterive	70 026 $	
	70 026 $	

AS-475 (rev. 82-03)

Annexe 6 (suite)

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

FONDS POUR LOCATION D'ESPACE
RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

Nom du conseil régional
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

B) Projets autorisés:
b) secteur social
(Le total doit égaler le montant de la ligne 18 de la page 20 de 21)

Nom de l'établissement	MONTANT AUTORISÉ	
	Renouvellement	Développement
Les Ateliers populaires de Sept-Iles	28 848 $	
CLSC de Fermont	175 000	
CRICN	50 511	
Centre de services sociaux de la Côte-Nord	198 607	
Centre de santé de Port-Cartier	3 900	
Centre de santé de la Haute Côte-Nord	10 258	
	467 124 $	

AS-475 (rév. 82-03)

Annexe 7

XXXXXX

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

FONDS DU PROGRAMME XXXXX

Annexe 7 suite

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires sociales

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 1981/82

FONDS [redacted]

DU PROGRAMME SERVICES COMMUNAUTAIRES [redacted]

RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

Nom du conseil régional
CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD (09)

(Le total doit égaler le montant de la ligne 18 de la page 16 de 21)

Nom de l'établissement	Nature du projet	Montant autorisé
Centre de santé de la Haute CN	mobilier et équipement	11 503 $
CLSC de Forestville	mobilier et équipement	2 337
Hôpital St-Jean-Eudes	mobilier et équipement	9 200
Centre de santé de Gagnon	mobilier et équipement	7 847
Centre de santé de Schefferville	mobilier et équipement	3 599
		34 486 $

AS-475 (rev. 08-82)